Le multiculturalisme de l’Église protestante unie de Besançon

Suite de notre série de portraits de paroisses sur le site du Défap : après Marseille-Grignan, nous partons cette semaine à Besançon. Dans cette ville, deux temples pour l’Église protestante unie : l’un au bord du Doubs, dans la Tour historique du Saint-Esprit ; l’autre situé à Gray, à 45 km de Besançon, dans une petite chapelle construite en 1968 par de jeunes protestants allemands… Une série proposée par Marie Piat, en partenariat avec Regards Protestants.



Un culte à Besançon © Marie Piat

«Un temple situé 5, rue Goudimel, cela ne s'invente pas», se plaît à raconter Emmanuelle Seyboldt, l'un des deux pasteurs, avec Pierre-Emmanuel Panis, de l'Église protestante unie de Besançon [*NDLR : l'article a été rédigé en janvier 2017, soit quatre mois avant l'élection d'Emmanuelle Seyboldt à la présidence du conseil national de l'EPUdF*]. Claude Goudimel, un compositeur enfant de la Réforme, né probablement à Besançon vers 1514-1520 où il fut maître de chapelle, et célèbre pour son Psautier Huguenot. Quelques psaumes et batailles religieuses plus tard, c'est en 1848 que l'Église protestante unie de Besançon s'installe dans la Tour du Saint-Esprit, dont les fondations remontent à 1200. Une église constituée tout d'abord par une communauté suisse, puis renforcée par des Alsaciens fuyant l'Alsace après la guerre de 1870. Sans doute les prémices d'un multiculturalisme qui caractérise tout particulièrement la paroisse aujourd'hui (1). « Notre communauté composée d'environ 700 familles est devenue multiple. C'est pourquoi nous organisons depuis trois ans en mai un grand culte multiculturel. Dénommé le culte du monde entier pour que chacun s'exprime dans sa langue natale », explique Emmanuelle Seyboldt. Un culte qui nécessite beaucoup de préparation, avec les textes bibliques lus dans chacune des langues, le texte traduit apparaissant sur l'écran. Y compris les chants rédigés en phonétique afin que chacun puisse chanter. En mai 2016, ce sont quelque vingt nationalités différentes qui se sont ainsi exprimées, issues d'Afrique, d'Asie et d'Europe. « Un culte beau, émouvant, très apprécié, qui fait vivre et ressentir l'église universelle», se réjouit notre pasteur.

KT pour adultes

Pour aller plus loin :
• *Le site de Regards Protestants*
• *Regards sur les paroisses, un blog de Regards Protestants animé par Marie Piat*

La paroisse compte, en outre, de plus en plus de nouveaux membres qui n'étaient pas, à l'origine, protestants mais qui ont souhaité se rapprocher du protestantisme. « La tendance reste récente, précise Emmanuelle Seyboldt, mais se confirme bel et bien. Ces nouvelles familles représentent désormais environ 20% des pratiquants, parmi ceux qui viennent régulièrement au culte le dimanche. » Autant de personnes qui peuvent puiser parmi les nombreuses activités de la paroisse. Pour les jeunes tout d'abord. Le catéchisme se déroule le dimanche toute la journée, une fois par mois en raison des distances (les paroissiens habitent dans un rayon de 50 km autour de Besançon). L'éveil à la foi et l'école biblique ont lieu deux fois par mois durant le culte. Les lycéens, environ une quinzaine, se réunissent quant à eux un samedi soir chaque mois tout en pouvant participer à Pâques à un voyage d'une semaine à Taizé. En perspective, la création d'un groupe pour les étudiants.

Ce sont aussi deux groupes de maison, plutôt axés sur les personnes âgées, qui se réunissent une fois par mois. L'un sur le plateau d'Ornans, l'autre à Besançon. Au programme également, des études bibliques œcuméniques avec les communautés catholique et baptiste tant à Besançon qu'à Gray sous la direction d'un

pasteur et d'un prêtre. Et, dans le cadre de l'amitié judéo-chrétienne, la paroisse participe une fois par an au « Concert des Psaumes », autour d'un thème : la création en 2016, et le service en mars prochain. Des psaumes choisis ensemble par les chefs de chœur des différentes confessions, juive, catholique, protestante et orthodoxe.

Enfin, l'équipe pastorale lance, pour la première fois cette année, un parcours de catéchisme pour adultes suivant la méthode Alpha. Soit huit séances entre mars et mai prochains avec exposé, questions-réponses et repas partagé. La paroisse avait déjà organisé avec succès, en 2014, un parcours Alpha Couples qui avait débouché … sur un mariage et un baptême d'adulte ! 2017 sera aussi l'occasion d'organiser un voyage sur les traces de Luther en Allemagne. Une année riche en événements qui pourrait marquer un tournant dans la vie pastorale d'Emmanuelle Seyboldt pressentie pour devenir Présidente du Conseil National de L'Église protestante unie de France, en remplacement de Laurent Schlumberger. Après un parcours multiple, d'une mission à l'autre dans différentes régions de France, cette mère de famille nombreuse se mettra en chemin pour répondre à ce nouvel appel.

Marie Piat,
Regards sur les paroisses,
13 janvier 2017

(1) Église Protestante Unie de Besançon : 5, rue Goudimel- 25000 Besançon. 03 81 81 37 75.
Temple de Gray : 28 ter avenue des Capucins, 70100 Gray (même téléphone)
https://www.eglise-protestante-unie.fr/besancon-et-environs-pA0711

Togo : «Les causes de la crise sont toujours là»

En dépit d'une relative accalmie depuis les législatives de décembre 2018 au Togo, les risques d'un regain de tension politique sont bien réels. Comlan Prosper Deh, présent à Paris à l'occasion d'une réunion du Réseau œcuménique sur le Togo qui s'est tenue au Défap, met en garde : «Les mois qui viennent, marqués par l'organisation de la prochaine élection présidentielle, risquent d'être déterminants.»



Comlan Prosper Deh à Paris, à l'issue de la réunion des partenaires du Réseau œcuménique sur le Togo © Cevaa

Quel bilan peut-on tirer de cette réunion à Paris des membres du Réseau œcuménique sur le Togo ?

Comlan Prosper Deh, coordinateur du PAOET (Projet d'Accompagnement Œcuménique pour le Togo) : Cette réunion à Paris était la première depuis

longtemps. Le Réseau œcuménique sur le Togo se réunit une année sur deux au Togo, et l'autre année dans l'un des pays dont viennent les partenaires du projet : dernièrement, c'était souvent l'Allemagne. Nous avons été heureux de l'accueil réservé par Jean-Luc Blanc, qui nous a mis dans de bonnes conditions pour travailler, et qui nous a réaffirmé son engagement en faveur du Togo. Nous estimons aussi que la Cevaa et le Défap restent des membres importants du Réseau œcuménique sur le Togo, même s'ils ne contribuent pas actuellement au budget du PAOET. Cela implique que la solidarité qui existe entre les membres du réseau n'est pas uniquement liée aux finances : il s'agit plus de témoigner leur soutien envers le peuple du Togo.

L'objet de cette rencontre était de faire le point sur les activités menées par le PAOET depuis mai 2018 – date de la dernière rencontre. Il s'agissait aussi d'échanger sur la situation politique du Togo et sur les défis qu'elle pose. Et de plancher sur les grandes lignes du prochain programme triennal du PAOET, qui démarre au 1er juillet 2019. Il s'agissait enfin de revenir sur l'état financier du PAOET. Participaient à cette réunion le Défap, la Cevaa, Pain pour le Monde, la Mission de Brême, DM-échange et mission mais aussi le Conseil œcuménique des Églises. Sans

oublier bien sûr les deux Églises du Togo : l'EEPT et l'EMT, toutes deux membres de la Cevaa, et les responsables du PAOET. Compte a été rendu du processus de recrutement d'un nouvel Accompagnateur œcuménique lancé depuis janvier 2019. Plusieurs noms ont été soumis à l'appréciation du réseau. Le prochain Accompagnateur œcuménique prendra ses fonctions début juillet 2019 ; s'ouvrira alors une période de tuilage pour faciliter ce changement à la tête du projet.

Que peut-on dire actuellement de la situation politique du Togo ?

Pour aller plus loin :
• *Togo : une brève histoire du PAOET*
• *Togo : les Églises Évangélique et Méthodiste demandent le report des législatives*
• *Togo : une délégation interreligieuse à la rencontre du facilitateur de la CEDEAO*
• *Fiche d'Église : l'EEPT*
• *Fiche d'Église : l'EMT*

Comlan Prosper Deh : Les élections législatives se sont tenues le 20 décembre. Avant cela, la feuille de route de la CEDEAO, approuvée par les chefs d'État d'Afrique de l'Ouest réunis à Lomé le 31 juillet 2018, avait été rendue publique.

Elle comportait diverses recommandations, notamment en matière de réformes constitutionnelles et institutionnelles : parmi elles, un scrutin présidentiel à deux tours, une limitation du nombre de mandats présidentiels à deux, la réforme de la Cour constitutionnelle, dont les membres devraient être élus pour un seul et unique mandat de sept ans. Figurait aussi dans ces recommandations une réforme de la CENI, la Commission électorale nationale indépendante, pour y intégrer les membres de l'opposition. Les chefs d'État de la CEDEAO ont également recommandé un recensement électoral général, ainsi que le vote des Togolais de la diaspora, et des mesures d'apaisement, avec la remise en liberté des personnes arrêtées lors des manifestations politiques.

La mise en oeuvre de ces recommandations a connu beaucoup de difficultés. Je citerai deux exemples : la question de la recomposition de la CENI et le recensement général.

- **en ce qui concerne la CENI, contrairement à ce qui avait été demandé par les chefs d'État de la CEDEAO, les députés de l'Assemblée nationale, dominée par le parti du chef de l'État togolais, n'ont pas voulu voter pour que des représentants de**

l’opposition y soient présents. À la place, l’Assemblée a voté pour qu’y siègent des représentants de l’Union des Forces du Changement (UFC), un parti qui est membre du gouvernement mais qui continue à se revendiquer de l’opposition. Il a fallu l’intervention du président du Ghana, le président Nana Akufo-Addo, facilitateur de la crise togolaise, pour obtenir un vote de l’Assemblée favorable à cette réforme. Mais les représentants de l’opposition finalement désignés pour siéger à la CENI n’y sont jamais allés : leurs partis ont estimé qu’ils ne devaient pas prêter serment devant la Cour constitutionnelle, dont ils contestaient la composition. Il fallait donc, selon eux, procéder d’abord à la réforme de la Cour constitutionnelle.

- **en ce qui concerne le recensement, il a été organisé de façon unilatérale, sans participation des partis de l’opposition, puisqu’ils ne siégeaient pas à la CENI ; or c’est la CENI qui est le maître d’œuvre de ce recensement. Il y a donc de fortes suspicions sur la fiabilité de la liste électorale telle qu’elle a été établie.**

C’est dans ces conditions qu’ont été organisées les élections législatives du 20 décembre. De

nombreuses organisations de la société civile, mais aussi des représentants de diverses confessions religieuses – catholiques, protestants, musulmans – ont estimé que les conditions n'étaient pas réunies pour aller voter. Il fallait à leurs yeux d'abord procéder aux réformes, afin de s'assurer qu'il n'y aurait pas de contestation après les élections. Pour ces organisations et ces confessions religieuses, aller aux élections dans ces conditions ne pouvait apaiser la crise togolaise ; pire, cela risquait de déboucher sur de nouvelles violences, dans la mesure où l'opposition voulait empêcher la tenue du scrutin. Ce sont ces préoccupations qui ont amené les confessions religieuses à solliciter une audience auprès du président ghanéen, facilitateur de la crise togolaise. Une délégation s'est rendue à Accra : elle comprenait des représentants de la conférence des évêques du Togo ; des représentants de l'EMT et de l'EEPT, assistés par le PAOET ; un représentant de l'association des cadres musulmans ; un représentant de la Conférence des Églises de toute l'Afrique (CETA). Elle a été reçue le 15 décembre. L'objectif de cette rencontre était de sensibiliser le chef de l'État ghanéen sur les risques d'explosion liés à la tenue des législatives le 20 décembre et de demander le report de ces élections pour privilégier les

réformes et le dialogue entre les partis politiques en présence. Malgré la bonne écoute dont il a témoigné, le président Nana Akufo-Addo n'a pu infléchir la décision du gouvernement togolais. Les élections ont donc bien eu lieu le 20 décembre ; boycottées par l'opposition, elles ont été marquées par une participation très faible (autour de 15% selon l'opposition, de 59% selon la CENI) ; et elles ont provoqué une recomposition de l'Assemblée nationale.

Le gouvernement a procédé récemment à la mise en liberté définitive ou provisoire d'un certain nombre de personnes détenues suite à des manifestations politiques. Des dissensions sont apparues dans le camp de l'opposition ; la mobilisation populaire face aux mots d'ordre de l'opposition semble avoir baissé. Mais on aurait tort de croire que la crise togolaise est finie. Car les causes qui l'ont créée sont toujours là : absence de réformes ; sentiment de l'existence de fortes inégalités et injustices sociales ; sentiment d'avoir affaire à un pouvoir qui refuse l'alternance. Les contestations peuvent donc reprendre. On peut aussi assister à une restructuration de l'opposition… Les mois qui viennent, marqués par l'organisation de la prochaine élection présidentielle, risquent d'être déterminants. Rien n'est résolu, en dépit

de cette accalmie.

Quelle est la vision des Églises pour sortir de la crise togolaise ?

Comlan Prosper Deh : Pour les Églises, il faut continuer à œuvrer pour que la crise togolaise qui perdure trouve une fin pérenne. Il faudrait :

- **mettre en œuvre les réformes recommandées par la CEDEAO ;**
- **mettre en œuvre l'ensemble des recommandations de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) ;**
- **continuer les mesures d'apaisement et poursuivre la libération des personnes encore détenues en relation avec la crise politique ;**
- **procéder à la restructuration de la CENI de façon non seulement à faire de la place pour la coalition de l'opposition, mais aussi à envisager pour l'avenir une CENI technique, à l'abri de l'influence des partis politiques ;**
- **reprendre le recensement électoral, de façon à ce que les citoyens qui n'avaient pas pu, ou pas voulu s'inscrire, puissent le faire ;**
- **faire auditer le nouveau fichier qui sera**

ainsi obtenu par des experts, notamment ceux de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) ;

- **envisager des mesures pour assurer à ceux qui sont au pouvoir qu'un changement à la tête du pays ne débouchera pas sur une chasse aux sorcières. Dans ce sens, on peut envisager des mesures d'immunité ;**
- **sensibiliser les hommes politiques sur le fait que les réformes institutionnelles ne devraient pas être perçues comme la victoire d'une partie des Togolais sur une autre, mais plutôt comme l'avancement de l'ensemble du pays vers un avenir plus démocratique.**

Propos recueillis par Franck Lefebvre-Billiez

Go to Togo : un stage interculturel pour 24 pasteurs

Pendant une dizaine de jours, du 4 au 14 mars, un groupe de 24 pasteurs français et togolais participe à un stage de la CPLR, organisé avec le Défap, et axé sur l'accompagnement pastoral des familles. L'occasion de confronter des visions et des pratiques entre deux pays et deux continents où les Églises sont amenées à se positionner face aux évolutions des modèles familiaux.



Douze pasteurs de France et douze du Togo ; tous réunis durant une dizaine de jours sur le sol togolais pour une session de formation axée sur les évolutions familiales et leur accompagnement pastoral… Cette

rencontre interculturelle et ces échanges hors des cadres habituels sont organisés par la CPLR (la Communion luthéro-réformée), en collaboration avec le Défap, qui a envoyé sur place deux des membres de son équipe : Jean-Luc Blanc et Tünde Lamboley. La formation se déroule du 4 au 14 mars, avec les Églises évangélique presbytérienne et méthodiste du Togo. «Étapes de vie, mariages et naissances, vie de couple et grand âge, notre pratique pastorale nous fait témoins de vie et d'itinéraires familiaux, annonce le programme. Comment nos Églises se situent-elles vis-à-vis des évolutions familiales ? Comment l'accompagnement pastoral se dessine-t-il au cœur de ces réalités diverses ?» Et surtout, quelles sont les convergences et les différences dans les évolutions et les pratiques pastorales dont pourront s'enrichir à la fois les pasteurs français et togolais ?

Fruit d'une initiative commune de l'Église évangélique presbytérienne du Togo (EEPT) et du Défap, ce stage CPLR s'inscrit dans le prolongement de la réflexion lancée par la

Cevaa à travers son Action Commune «Familles, Évangile et cultures». Parmi les intervenants, on trouve Corina Combet Galand, bibliste et ancienne professeur en Nouveau Testament à l'Institut Protestant de Théologie de Paris ; Franck Agbi Awume, professeur en Nouveau Testament à la Faculté d'Atakpamé, au Togo ; ainsi que des acteurs de terrain.

Ne pas confondre la CPLR et le CPLR

Pour aller plus loin :

- *Togo : «Les causes de la crise sont toujours là»*
- *Défap et CPLR : une relation au service de la mission*
- *La Communion luthéro-réformée : perceptions et attentes (Paru dans Information Evangélisation n°1 de mars 1994), par Jean-Paul Willaime*
- *Luthériens et réformés hier et aujourd'hui, conférence du 27 janvier 2013 au Temple de la rue de Maguelone à Montpellier, par André Gounelle*
- *La concorde de Leuenberg : ses enjeux pour nos Églises et notre communion (Paru dans Information Evangélisation n°1 de mars 1994), par André Birmelé*
- *Le site de la de la CEPE (Communion d'Églises protestantes en Europe)*
- *Retour sur l'historique de la de la CEPE sur le site de la Fédération Protestante de France*
- *La charte de la formation permanente des pasteurs*

Plus qu'un organe de formation, la CPLR est une communion d'Églises entre l'Église protestante unie de France et l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine. Si ses actions touchent à la formation permanente des pasteurs, elles concernent aussi la catéchèse et la coordination des représentations dans des instances œcuméniques nationales et internationales. *La* CPLR est héritière directe *du* CPLR (Conseil Permanent Luthéro-Réformé), dont l'existence avait en fait précédé les créations à la fois de l'UEPAL et de l'EPUdF. Créé en 1972 et lui-même issu d'une instance de dialogue dite «des Quatre bureaux», le Conseil Permanent Luthéro-Réformé réunissait alors quatre Églises protestantes de France, à savoir l'ERF (Église réformée de France), l'EELF (Église évangélique luthérienne de France), l'EPCAAL (Église protestante de la Confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine) et l'EPRAL (l'Église protestante réformée d'Alsace et de Lorraine). Un rapprochement qui s'inscrivait dans un contexte européen de dialogue entre Églises de traditions

luthérienne et réformée, dont la traduction la plus visible s'était manifestée dès 1970 par la signature de la Concorde de Leuenberg, texte d'accord théologique reprenant les grandes questions des sacrements (Baptême et Cène) et des ministères.

Les domaines d'intervention de la CPLR (formation, mission…) ont poussé depuis de nombreuses années à des rapprochements avec le Défap, service missionnaire des Églises luthéro-réformées (même si l'une des Églises membres du Défap, l'UNEPREF, n'a pas de liens avec la CPLR). Si la formation initiale des pasteurs est assurée par la faculté de Strasbourg en Alsace-Moselle, et par l'Institut Protestant de Théologie pour la « France de l'intérieur », la formation permanente, élément essentiel de la vie des pasteurs, est gérée depuis longtemps en commun grâce à la CPLR. Pour le Défap, il s'agissait de promouvoir les thèmes de la missiologie et les préoccupations liées à la mission dans le cadre de cette formation continue. Après diverses expériences

d’échanges de pasteurs (par exemple, un pasteur français pouvait partir un mois au sein d’une Église béninoise, et en retour, un pasteur béninois pouvait venir en France), expériences qui se heurtaient souvent à la difficulté de rendre les pasteurs disponibles durant une période aussi longue, le Défap a décidé de s’insérer dans les stages de formation de la CPLR. Avec l’idée d’organiser tous les deux ans un stage en commun Défap-CPLR, le Défap s’occupant de l’animation internationale. C’est ainsi qu’ont été mis sur pied des stages au Sénégal, au Cameroun, au Maroc… Concrètement, le rôle du Défap est celui de facilitateur, en assurant les liens entre Églises côté français, ainsi que les liens Nord-Sud entre partenaires.

Ce stage CPLR intervient alors que s’achève à peine la visite en France de représentants de ces deux Églises (l’EEPT et l’EMT), avec lesquelles les Églises de France sont en lien. Ils étaient rassemblés au Défap dans le cadre d’une réunion du Réseau œcuménique sur le Togo, qui a donné lieu à un bilan des

activités du PAOET (Projet d'Accompagnement Œcuménique pour le Togo), plateforme de médiation socio-politique à laquelle sont parties prenantes à la fois l'EEPT et l'EMT. À cette occasion, le pasteur Mawusi Akotia, élu en mai dernier comme modérateur du Synode de l'EEPT, a rencontré la pasteure Emmanuelle Seyboldt, présidente du Conseil national de l'Église protestante unie de France.

Désirons être élèves du Christ !

Méditation du jeudi 28 février 2019. Nous prions pour notre envoyée au Timor oriental.



© Maxpixel

Jésus leur parla encore avec des images : « Un aveugle ne peut pas conduire un autre aveugle, n’est-ce pas ? Sinon, ils tomberont tous les deux dans un trou. Aucun élève n’est supérieur à son maître ; mais tout élève complètement instruit sera comme son maître. Pourquoi regardes-tu le brin de paille qui est dans l’oeil de ton frère, alors

que tu ne remarques pas la poutre qui est dans ton oeil ? Comment peux-tu dire à ton frère : «Mon frère, laisse-moi enlever cette paille qui est dans ton oeil», toi qui ne vois même pas la poutre qui est dans le tien ? Hypocrite, enlève d'abord la poutre de ton oeil et alors tu verras assez clair pour enlever la paille de l'oeil de ton frère. »

« Un bon arbre ne produit pas de mauvais fruits, ni un arbre malade de bons fruits. Chaque arbre se reconnaît à ses fruits : on ne cueille pas des figues sur des buissons d'épines et l'on ne récolte pas du raisin sur des ronces. L'homme bon tire du bien du bon trésor que contient son coeur ; l'homme mauvais tire du mal de son mauvais trésor. Car la bouche de chacun exprime ce dont son coeur est plein. » **Luc 6,39-45**



© *Maxpixel*

En ce début de son ministère Jésus se fait connaître comme maître spirituel, mais à sa façon, qui n'a rien d'ésotérique. En même temps qu'il a appelé et réuni autour de lui des disciples, il se retrouve souvent au milieu de la foule, il guérit des malades et des possédés, il enseigne les commandements, il utilise des

paraboles et des images pour bien se faire comprendre, et également des dictons chargés de bon sens et de sagesse universelle. Ainsi de l'aveugle qui ne peut conduire un autre aveugle, du bon arbre à bons fruits et du mauvais arbre à mauvais fruits, de l'homme bon au bon trésor et de l'homme mauvais au mauvais trésor. On peut entendre en tout cela une édification morale de base, certes toujours utile et nécessaire, mais pas vraiment originale.

En revanche on retiendra avec attention les propos suivants:

« Un élève n'est pas supérieur à son maître mais un élève complètement instruit est égal à son maître. » Ainsi Jésus promet à tous ceux qui le suivent et reçoivent vraiment son enseignement, pas simplement de les garder dans son

troupeau, mais d'en faire des bergers comme lui. Les disciples deviendront des apôtres, des envoyés. Si l'on y songe bien cette égalité est époustouflante : les pécheurs que nous sommes, avec nos limites et nos petitesses, sont appelés à devenir comme le maître. Évidemment il peut y avoir risque d'orgueil et tentation de domination sur les autres. Comme le jugement sur autrui en est l'arme favorite, Jésus nous prévient avec cette fameuse parabole de la paille et de la poutre: gardez une juste conscience de vous-mêmes pour avoir une juste conscience des autres. Si vous vous perdez dans le jugement des uns et des autres, si vous chargez de fiel votre bouche, la communauté sera détruite.

Alors ne l'oublions pas: le maître nous appelle à devenir ses amis, ses

envoyés! Réjouissons-nous de cette merveilleuse dignité qui nous est proposée à tous !



Nous prions pour notre envoyée au Timor oriental.

Je ne crois pas
Que je puisse confesser ma foi
Sans la vivre

Je ne crois pas
Que l'homme puisse
Enfermer Dieu
Dans une confession de foi.

Je crois que Jésus
Est le visage humain de Dieu

Je crois
Que le futur de Dieu
Avec nous
Est plus important
Que notre passé
Avec
Ou sans
LUI.

Pasteur Jan Krans, Ndoungué (Cameroun)
dans : Expressions de foi de l'Église universelle

De Beyrouth à

Paris, le quotidien des «couloirs humanitaires»

Aéroport de Roissy, 26 février : 24 réfugiés syriens en provenance du Liban arrivent via les «couloirs humanitaires», dont 11 enfants. Ils sont aussitôt pris en charge pour être hébergés. Cette arrivée, la dernière en date, est le résultat d'une coordination entre Paris et Beyrouth : elle implique le travail au Liban d'associations chargées de préparer les dossiers et d'accompagner les familles avant

leur départ, mais aussi la mobilisation en France de nombreux bénévoles pour les accueillir.



Départ de Beyrouth de sept familles syriennes, 26 février 2019 (Soledad André, envoyée du Défap, est la deuxième à droite) © Communauté de Sant'Egidio

Sept familles, soit en tout 24 personnes, dont 11 enfants. Ce petit groupe de réfugiés syriens est arrivé à Paris au cours de la journée du 26 février, accueilli à Roissy par un comité de représentants des associations impliquées dans le programme des «couloirs humanitaires». Auparavant, ces familles avaient été accompagnées jusqu'à l'aéroport de Beyrouth par les équipes chargées de la constitution de leur dossier auprès de l'ambassade de France – parmi lesquelles figure Soledad André, envoyée du Défap et chargée de mission pour la Fédération de l'Entraide Protestante (FEP). Désormais, ces réfugiés vont être

pris en charge en France par des bénévoles qui vont s'occuper de leur accueil et de leur hébergement.

L'arrivée de ces sept familles est la dernière en date dans le cadre du programme des «couloirs humanitaires», directement inspiré d'un exemple italien associant la Fédération des Églises évangéliques italiennes et la communauté catholique de Sant'Egidio. Il a pour objectif l'accueil, sur 18 mois, de 500 personnes vulnérables se trouvant actuellement dans les camps au Liban, indépendamment de leur appartenance religieuse ou ethnique. Il est régi par un

protocole d’entente signé à l’Élysée et qui associe les ministères de l’Intérieur et des Affaires étrangères à cinq partenaires issus du milieu des Églises : la Fédération protestante de France, la Fédération de l’Entraide protestante, la Conférence des évêques de France et le Secours catholique – Caritas France. Une alternative légale aux «voyages de la mort» à travers la Méditerranée…

La FEP recherche des solutions

d’hébergement

Pour aller plus loin :

• *Liban : accompagner les réfugiés*

• *«On n’empêche pas l’humanité de se mouvoir»*

• *La plateforme protestante pour l’accueil des réfugiés*

• *Les couloirs humanitaires, qu’est-ce que c’est ? Explications sur le site de la FPF*

• *Accueil des réfugiés : le modèle italien, article sur le site de la Cevaa*

L’Église Protestante Unie de France (EPUdF) et l’UEPAL (Union des Églises Protestantes d’Alsace et de Lorraine) ont incité leurs paroisses à accueillir ces réfugiés sitôt après leur arrivée en France. La Fédération de l’Entraide Protestante coordonne leur accueil et leur accompagnement au sein des foyers

et paroisses protestants. Elle a d'ailleurs relancé récemment un appel : la FEP recherche des solutions d'hébergement partout en France pour des capacités d'accueil variables (de 1 à 10 personnes : couples avec des enfants, familles nombreuses, etc.), et répondant aux critères suivants :

- les hébergements proposés doivent être décents, équipés et accessibles en transports en commun, disponibles pour une durée de trois mois minimum, et garantissant une intimité suffisante aux personnes accueillies ;
- des groupes d'accueil disposant

de capacités humaines et financières suffisantes pour accompagner les personnes accueillies dans leurs premières démarches administratives et leur parcours d'insertion (environ 9 mois) doivent être constitués.

Ci-dessous, Isabelle Yard, présidente du collectif d'accueil de Combas, témoigne de son engagement en tant qu'hébergeur :

Depuis le début de la guerre civile en Syrie, au cours de l’année 2011, plus de 5,6 millions de personnes ont fui le pays, selon les chiffres du HCR (le Haut-Commissariat aux Réfugiés de l’Onu). Les plus jeunes étant les plus vulnérables : les enfants syriens vivent la plus grave crise humanitaire au monde, selon le fonds des Nations Unies pour

l’enfance (Unicef), qui déplore des milliers de morts, de blessés, de handicapés et de traumatisés. Selon les Nations Unies, pas moins de 731 000 enfants syriens sont actuellement privés d’école. Les trois pays ayant accueilli le plus grand nombre de ces réfugiés sont la Turquie, le Pakistan et le Liban. Les pays européens, pour leur part, contrôlent leurs frontières et n’acceptent les demandes d’asile qu’au terme de procédures longues, complexes, le plus souvent illisibles pour les nouveaux arrivants. Alors que le Liban, avec ses 4 millions d’habitants, accueille environ 1,5 million de réfugiés, l’UE dans son ensemble a accepté 538 120

demandes d’asile en 2017 (un tiers provenant de Syriens), dont 60% pour la seule Allemagne. La France, deuxième pays accueillant le plus de réfugiés en Europe, n’a accepté que 40 575 demandes ; l’Italie 35 130.

Une situation qui interroge toutes les Églises européennes

Et pendant que sont établies des procédures régulières d’asile, la fermeture des frontières européennes empêche les réfugiés de faire valoir leurs droits à ces

mêmes procédures. Ce qui pousse à l'ouverture de «routes de l'exil» de plus en plus dangereuses. La «route des Balkans» est aujourd'hui considérée comme infranchissable. Celle via la Méditerranée, marquée par de multiples naufrages de bateaux surchargés, est de plus en plus étroitement surveillée : les garde-côtes libyens, contre des versements financiers de l'Italie, empêchent les réfugiés de traverser la mer. Avant de les diriger vers des centres d'internement où règnent des conditions de vie catastrophiques et où sont perpétrées quotidiennement les pires violations des droits humains. Sur

les 5 386 migrants morts ou disparus sur leur route de l'exil en 2017 dans le monde, 3 119 l'ont été lors du passage de la Méditerranée, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Une situation qui, au-delà de l'Italie et de la France, interroge toutes les Églises européennes, dont beaucoup ont commencé à s'engager en faveur d'un accueil plus humain des réfugiés. Dernières en date, les Églises de Suisse (pays membre de l'Espace Schengen, donc directement lié en matière d'immigration aux décisions de l'UE) ont lancé un appel aux

autorités politiques. Intitulé «Des voies sûres pour sauver des vies», il a été formulé par l'Entraide protestante suisse (EPER), œuvre voulue et fondée par les Églises réformées. L'EPER et l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) ont remis au Conseil fédéral cette pétition munie de plus de 38 000 signatures. Désormais, la balle est dans le camp du Conseil fédéral : c'est à lui qu'il revient d'agir avec les cantons, en augmentant le contingent annuel des réfugiés à 10 000 dans le cadre du programme de réinstallation.

Ci-dessous, quelques images du départ de Beyrouth et de l'arrivée à Roissy des sept familles syriennes accueillies le 26 février en France :

Nouvelles d’Haïti en pleine «Operation Lockdown»

Le pays est paralysé depuis le 7 février par une série de manifestations et de barrages : un mouvement, baptisé «Operation Lockdown Haiti»,

qui vise à contraindre le président Jovenel Moïse à la démission. En ce 20 février, la tension commence à peine à décroître et les habitants à ressortir de chez eux. Conséquences directes de cette crise : un blocage de toute l'activité économique et une aggravation des pénuries, qui n'épargnent ni les hôpitaux, ni les écoles. Le Défap, en lien notamment avec ses partenaires de la Plateforme Haïti, suit de près l'évolution de la situation.



Une rue de Port-au-Prince, septembre 2015 @ Défap

À Port-au-Prince, en ce 20 février, beaucoup d'habitants vivent encore cloîtrés à leur domicile. Se déplacer est difficile : les grands axes sont bloqués par des barrages. Depuis le 7 février, et le lancement de

«l’Operation Lockdown Haiti» par des manifestants qui réclament la démission du président Jovenel Moïse, tout le pays tourne au ralenti. Même si les manifestations violentes des derniers jours marquent une accalmie dans la capitale haïtienne, les problèmes récurrents d’approvisionnement rendent le quotidien de plus en plus pesant. Des pénuries de carburant, d’eau, d’électricité… auxquelles s’ajoutent l’inflation qui fait grimper en flèche le prix des denrées de base : il y a quelques mois, un dollar américain équivalait à environ 71 gourdes (la monnaie haïtienne). Maintenant, c’est plutôt 85.

Conséquence directe : un paquet de riz qui valait 35 gourdes se vend désormais à 60. Beaucoup d'Haïtiens ne peuvent tout simplement plus se nourrir.

Dans un rapport en date du 17 février, le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) dresse le bilan suivant : «Les blocages des routes, les manifestations et les dommages à certaines infrastructures, mairies, stations services, banques et marchés (le marché de la Croix-des-Bossales à Port-au-Prince a brûlé) ont entraîné l'arrêt partiel ou total des activités économiques (…) et

impactent sérieusement le fonctionnement des services publics comme les hôpitaux, les maisons d'enfants, les prisons (…) Les écoles du pays ont été totalement fermées depuis le début de la crise (…) Plusieurs hôpitaux ont alerté l'opinion publique sur leurs difficultés d'approvisionnement (…) et certaines prisons font face à des ruptures de stocks de nourriture ou d'eau, de même que des maisons d'enfants.»

Appels à l'apaisement

Pour aller plus loin :

- *L'actualité du Défap en Haïti*
- *Haïti : les raisons de la crise*
- *PLATEFORME HAITI : Présentation sur le site de la Fédération protestante de France*

Le Défap, en lien notamment avec ses partenaires de la Plateforme Haïti, suit de près l'évolution de la situation. La Mission Biblique souligne ainsi l'étendue des troubles qui, au-delà de la capitale Port-au-Prince, paralysent les principales villes du pays : «Dans le Nord à Port-de-Paix *[région déjà touchée par un séisme le 6 octobre]*, et Béraca (La Pointe des Palmistes) il n'y a plus de connexion internet depuis plus d'une semaine, les liaisons téléphoniques sont aussi difficiles et le manque de carburant pénalise fortement

l’alimentation électrique avec les groupes électrogènes pour l’hôpital Béraca.»

Parmi les partenaires du Défap membres de la Plateforme Haïti, la FEPH (la Fédération des Écoles Protestantes d’Haïti) alerte tout particulièrement sur l’impact de ces troubles sur la scolarité des enfants. «Tous ces évènements, indépendants de la volonté de nos enfants», souligne la FEPH dans un communiqué, «entraînent de graves conséquences dans leur éducation et leur adaptation sociale. Alors que, l’éducation en situation d’urgence, de crise ou de post-crise, est envisagée à la fois comme un « outil de protection des

enfants contre toute forme d'exploitations » et un dispositif essentiel pour « répondre aux besoins psycho-sociaux des enfants et véhiculer des messages de paix et de réconciliation », la FEPH lance un vibrant appel aux protagonistes afin de permettre aux enfants de reprendre effectivement le chemin de l'école dans les plus brefs délais.» Elle appelle à «créer un environnement respectueux des droits de l'enfant.»

En ce 20 février, la FEPH a toutefois pu reprendre ses activités et son personnel est en poste. France Volontaires souligne pour sa part que «de plus en plus

de voix se font entendre au niveau de la société civile haïtienne pour appeler à l'apaisement», en notant «depuis lundi 18 février, une relative accalmie au niveau des manifestations ainsi qu'une reprise timide des activités sur Port-au-Prince.»

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

• la **Mission Biblique**
• le **Service protestant de mission – Défap**
• la **fondation La Cause**
• le **SEL (Service d'Entraide et de Liaison)**
• **ADRA-France**
• l'**Église du Nazaréen**
• **Réforme**

Refonder la mission

Suite de notre dossier «Mission : refondation !» : nous publions cette semaine un texte de Thomas Wild, rédigé en mai 2018, qui fait partie des apports aux réflexions lancées actuellement au Défap sur la mission. L’auteur s’y

interroge sur le sens de la mission aujourd'hui, dans un contexte qui a fortement évolué ; sur ses réalisations, ce qu'elle implique au niveau des Églises, l'état des réflexions lancées au niveau international, ainsi que sur ce que peuvent être ses fondements aujourd'hui.



Façade du Défap au 102 boulevard Arago, à Paris ©

«Refonder la mission»

le Président actuel du Conseil du Défap, le pasteur Joël Dautheville a ainsi intitulé l'éditorial du trimestriel diffusé auprès des Églises du Défap en ce mois d'avril de 2018. La question se pose pour tous les organismes missionnaires occidentaux, particulièrement pour ceux issus des Églises dites historiques, Églises qui

peinent à se survivre et à transmettre la Bonne Nouvelle à la génération suivante. Je me suis senti provoqué par ce terme de refondation : dans ma vie de pasteur, qui pour l'essentiel se confond avec ma vie tout court, les relations missionnaires ont toujours joué un rôle important. En toute modestie, j'essaie ici de partager quelques idées sur la refondation du Défap et des organismes missionnaires du protestantisme historique en France (ce qui limite quelque peu le champ).

Comment prétendre évangéliser au loin lorsque c'est si difficile au près ? Car, quand même, l'ADN (comme on dit aujourd'hui pour parler de ce qui est essentiel) des organismes missionnaires reste la transmission et le partage de l'Évangile ! Refonder la mission, car la représentation d'un monde en noir et blanc, telle que je l'ai connue dans mon enfance, n'est plus de mise ! Il n'y a plus les chrétiens civilisés / occidentaux / blancs d'un côté et de l'autre les sauvages / barbares / païens ! en fait,

c’est vrai depuis longtemps (dès 1966, le Conseil œcuménique des Églises parlait de «mission sur les six continents», dès 1970, la majorité des chrétiens sur le plan mondial vivait dans le sud de la planète), mais les clichés ont la vie dure ! Alors que souvent, ce sont les ressortissants des anciens champs de mission qui viennent donner un coup de jeune aux Églises historiques du Nord !

Quelle mission ?

Sortir du contexte colonial

Pour aller plus loin :
• *Mission : Refondation !*

Refonder la mission, mais quelle mission ? Celle cherchant à amener une conversion personnelle à Jésus Christ ? Celle visant à témoigner de Jésus-Christ et de son projet ici et ailleurs ? Celle mettant au centre le marginal (l'une des affirmations centrales de la théologie de libération) ? Celle consistant à chercher avant tout à assurer la survie de sa propre Église, avec le

souci prioritaire de transmettre l'Évangile à la prochaine génération, à maintenir ce que l'on tient pour acquis (en bâtiments, en statut juridique dans la société, en image de marque) ?

Pourquoi faudrait-il poursuivre l'œuvre de l'ACO, du Défap et de la Cevaa ? N'ont-elles pas fait leur temps ? N'a-t-on pas perdu l'élan initial ? Qu'est-ce qui amènent ces Églises particulières du Nord et du Sud à avoir un projet missionnaire commun ? A leur

origine, des membres des Églises du Nord se sont senties appelées à apporter l'Évangile à des personnes en situation de détresse absolue : la mission de Paris et les grands organismes missionnaires du Nord ont vu le jour parallèlement aux campagnes pour l'abolition de l'esclavage, au début 19e siècle, et se sont épanouies aux alentours de la conférence de Berlin (1870) qui inscrivait dans la conscience collective la supériorité de l'Occident, qui se croyait pourvu d'une mission

civilisatrice sur le reste du monde, ce qui sera la colonisation de l'Afrique. L'ACO, un siècle plus tard, est issue d'un mouvement de solidarité avec les arméniens survivant du génocide dont ce peuple avait été la victime de la part de ce qui subsistait de l'empire ottoman. La situation n'est plus la même.

Durant mes études, un professeur de Tübingen avait émis l'hypothèse que l'indépendance des «jeunes» Églises était un problème pour les organismes missionnaires

occidentaux. C’est bien le cas. Le Nord perd une grande partie de son pouvoir, ce qui va mal avec ses complexes de supériorité issus d’une représentation de soi discutable. Et il faut dire que s’il y a eu des missionnaires visionnaires, visant du fond de leur cœur et de leur intelligence l’émergence d’une Église autonome, bien d’autres ont pris comme évidente la supériorité occidentale, et ont fait durant des décennies, en bonne collaboration avec leurs dirigeants européens, la

pluie et le beau temps dans leurs champs de mission. Cela n'est plus acceptable au 21e siècle. Et devant cette évolution, la motivation côté donateurs européens baisse.

Plutôt que de parler de problème, il vaudrait mieux parler d'une évolution inéluctable, oui souhaitable. La mission, le partage de l'Évangile, n'a pas pour but de reproduire une relation de type colonial, où celui qui bénéficie de la solidarité reste à vie dépendant ! Mais une fois que des Églises sont

implantées, peut-on parler de mission accomplie ? C'est un peu la philosophie et la stratégie de bon nombre d'organismes missionnaires (surtout anglo-saxons). Une fois l'Église locale implantée, ces organismes quittent l'Église et la laissent se débrouiller.

Parfois, la séparation est douloureuse ! J'ai été le témoin indirect d'un conflit entre une Église latino-américaine, ayant choisi ses propres voies, et se voyant interdire l'accès de l'église

construite par l'organisme missionnaire qui l'avait fondée, en raison de ces choix ! En d'autres lieux, il y a eu des transferts de responsabilités, comme lorsque la SMEP a «récupéré» les champs de mission anglais à Tahiti, Madagascar, en Nouvelle Calédonie, et allemand au Togo et au Cameroun (entre autres).

Souvent, lorsque l'Église dispose de suffisamment de cadres formés dans ses rangs, lorsqu'elle bénéficie d'une dynamique et d'une place

reconnue dans la société, les relations avec la mission «mère» s'estompent, aussi (et peut-être surtout) lorsqu'il n'y a plus de missionnaires (collaborateurs fraternels-collaboratrices, envoyés-envoyées). En discutant avec des responsables du Synode Arabe (NESSL), j'ai ainsi entendu les récits de telles relations moribondes. Certes, les cadres arabes reçoivent encore des invitations pour les AG et autres moments importants, eux-mêmes en envoient, mais personne n'y va…

Certains organismes missionnaires, notamment d'origine américaine, mais surtout de nombreux individus prenant des initiatives individuelles, poussent ce modèle jusqu'à la caricature : j'ai ainsi vu agir une «missionnaire» américaine en Turquie, qui avait appris le turc, dont le but était de convaincre des chrétiens à demander le baptême, et qui, allant de village en village, une fois les gens baptisés, considérait sa mission comme accompli, le St Esprit devant terminer le travail !

Au-delà de cette caricature, il faut reconnaître une certaine cohérence à ce modèle. Il n'est pas sans rappeler cette scène clé du film «Gandhi» : lorsque le grand artisan de l'indépendance de l'Inde demande aux Européens qui le soutiennent de le quitter. Désormais, ce sera aux indiens de se prendre en main !

Phénomène analogue à celui du passage à l'âge adulte : lorsqu'un enfant grandit, il arrive un moment pour les parents de le laisser aller

pour qu’il trouve sa propre voie. En est-il de même dans notre questionnement ?

Mission et communion mondiale des Églises / des chrétiens

La Cevaa, le Défap (enfants de la Société des Missions Évangéliques de Paris), la London Missionnary Society, l’ACO et bien d’autres organismes ont choisi un autre chemin que celui de la séparation radicale : ces organisations font le pari

qu’Églises mères et Églises filles assurent désormais ensemble leur tâche de témoignage. Côté orthodoxe et catholique, le processus sera similaire, avec une «indigénisation» des Églises.

En 1972 (année de la création du Défap et de la Cevaa), on n’imaginait pas qu’un jour les relations allaient connaître une évolution aussi radicale, et qu’en l’espace de deux générations, Églises mères et Églises filles allaient suivre des voies de plus en plus indépendantes. Mais aussi que

les Églises mères allaient s'affaiblir et les Églises filles procéder elles-mêmes à leur extension, aussi en Europe ! Parallèlement à la recherche d'un nouveau souffle pour ces relations, les Églises elles-mêmes allaient créer des postes pour les relations internationales (en France du moins – en Allemagne, les postes s'appellent «Mission und œkumene») *(1)*.

Lorsque l'ACO Fellowship est fondée en 1995, on reste modeste : la solidarité avec

les protestants libanais (sortant à peine d'une guerre civile qui a marqué le pays), iraniens (confrontés à une persécution qui continue) et syriens (entre temps confrontés à une situation horrible) unit des protestants hollandais, suisses et français, même si leur contribution reste modeste par rapport à celle des grands organismes américains. Mais qu'en sera-t-il lorsque les grandes crises du Proche Orient se seront apaisées ? Le «mission statement» d'ACO Fellowship, rédigé en 2011,

met l’accent sur la solidarité entre chrétiens en Orient et Occident, leur demandant de vivre la communion en Christ par des liens vivant et une vraie solidarité concrète.

Les théologiens (déclarations de la FLM, du COE, du groupe de Lausanne) ont apporté leur contribution, mettant en avant un certain nombre d’affirmations fortes.

À savoir :

1. **Que la mission était inscrite dès le départ dans l’être trinitaire de Dieu.**

2. Qu’une Église était missionnaire ou n’était pas.
3. Que la mission devait avoir lieu en paroles ET en actes (prédication + diaconie)
4. Que la mission devait continuer, et porter les préoccupations en matière de justice, d’environnement (justice climatique), d’égalité : ainsi, on verra son domaine s’étendre aux luttes de libération (théologie de la libération d’Amérique Latine, combat pour l’indépendance – Nouvelle Calédonie, lutte contre le racisme – USA,

contre la drogue, lutte pour la paix, etc…

5. Et aujourd'hui, l'un des enjeux est la place de la femme dans l'Église, et la lutte contre les discriminations harcèlements dont elles sont victimes. Si le combat ne fait pas débat en Europe / aux USA, il en est tout autrement dans des contrées où le statut inférieur de la femme est inscrit dans les mœurs et les traditions, ou partagé avec la religion majoritaire

Mais à force d'embrasser tous

les combats pour un monde meilleur et plus juste, la mission «extérieure» (qui nous préoccupe pour le Défap et l'ACO) a perdu sa visibilité.

Car malheureusement, les affirmations fortes ne répondent pas à la question de la «refondation» de la mission dans l'Église. À force d'élargir les contours de la mission extérieure, ceux-ci deviennent flous. Et concernent le travail «diplomatique» des directions d'Églises, qui parfois double le travail identique des

organisations missionnaires elles-mêmes. Les déclarations peuvent aussi s'appliquer au travail social réalisé par les Églises européennes localement *(2)* comme le travail social réalisé au loin.

Des missions accomplies

Il est frappant de constater que le document publié par la Mission de Bâle (aujourd'hui Mission 21) l'occasion de 200e anniversaire dit en couverture : «*Pionniers, globe-trotters, constructeurs de ponts – en*

route pour un autre monde, une autre vie, les missionnaires comme voyageurs». Elle contient en 4e de couverture des hommages louant la mission de Bâle sur sa contribution au développement, au commerce équitable, à l'entreprenariat, à ses luttes pour la promotion de la femme, de la paix, à un œcuménisme horizontal. Elle dit les effets en Suisse du témoignage des missionnaires, aussi la manière dont la mission a modifié l'image de l'homme (et de la femme) du Sud. Jusqu'à l'institut de médecine tropicale de Tübingen

qui loue les relations partenariales avec elle. Chaque fois, au-delà de la «mission» elle-même (et je suppose que pour les auteurs de ces éloges, c'est là la quintessence de l'annonce de l'Évangile), les témoins parlent des conséquences concrètes de l'Évangile, de concrétisations de son annonce, et non d'évangélisation directe. Même si l'Évangile ne se transmet pas de manière chimiquement pure, mais passe par des gestes d'agapè (dans le sens de 1 Corinthiens 13).

La question de la refondation devient encore plus aigüe devant un tel constat : une fois que la société devient consciente la nécessité de l'action humanitaire, prend en charge les besoins médicaux de base, accepte le principe du commerce équitable, inscrit dans ses lois l'égalité homme femme, etc…, le rôle de pionnier de la mission dans ces domaines spécifiques devient sans objet. Je me souviens d'une séance du Conseil du Défap où comme perspective à long terme de l'engagement du Défap

n’apparaissait plus que la formation théologique. Est-ce vraiment la spécificité de la mission ? D’une autre manière, en Suisse, le DM a du mal à exister face à EPER, l’organisation de développement : une volonté d’être professionnel dans les secteurs du développement et de l’aide humanitaire (EPER) appauvrit considérablement le champ d’action de cet organisme missionnaire.

UEPAL 2017

Je consacre ici un paragraphe

à mon Église. L'UEPAL, dans son organisation interne, a inscrit la dynamique missionnaire dans la partie «diaconie», et non dans celle «évangélisation». Il faut dire que l'organisation est complexe, et due à l'histoire compliquée de la région. L'UEPAL est culturellement marquée par sa proximité avec l'Allemagne et la Suisse. Dans la phase pionnière de la mission du début du 19e siècle, elle va soutenir aussi bien la mission de Bâle que celle de Paris, et plus tard celle de Hermannsburg, issue

du réveil luthérien. Début du 20e siècle naît l'ACO. Lorsqu'en 1971-1972, l'intégration de la réalité missionnaire dans l'organisation de l'Église est décidée, l'UEPAL suivra un chemin original : elle se dotera d'un service missionnaire, chargé de coordonner l'aide aux différents partenaires, en centralisant progressivement les finances.

Dernière évolution en date : l'UEPAL est allée vers une gestion de ces relations en

une relation d'aide à des projets des partenaires mission, en fondant son modèle sur celui des organisations de développement. Cela montre la difficulté de formuler de manière claire quelle est en ce 21e siècle, dans un monde globalisé comme jamais auparavant, la spécificité de la mission extérieure de petites Églises minoritaires (par rapport aux autres Églises, par rapport aux autres religions, dans des pays très fortement laïcs, a-religieux si ce n'est de manière militante anti-

religieuse).

Lorsque l'UEPAL a décidé (sans grande concertation préalable) de scinder son soutien à Défap/Cevaa en deux soutiens distincts, c'était pour mieux maîtriser son soutien mission comme soutien à des projets concrets. Cela se comprend dans une logique de soutien à projets. Mais ainsi disparaissent des dimensions fondamentales de la création de ces deux organismes : l'unité du protestantisme français dans cette dimension de mission extérieure, et la

vision d’une mission globale au sein de l’Église Universelle. Il apparaît qu’il y a une relève de génération, et que «l’histoire sainte» des origines de Défap/Cevaa ne fonctionne plus pour cette nouvelle génération.

Si besoin était, cette situation particulière montre qu’il y a urgence à refonder la mission dans le protestantisme français !

Quelques textes théologiques

Le COE, Édimbourg 1910 – 2010

Édimbourg 1910 représentait un tournant de la mission : les organismes missionnaires prenaient conscience de la nécessité de collaborer entre elles justement en raison de l'Évangile un annoncé, de faire une place aux Églises émergentes du Sud, pourtant pratiquement pas représentées, et allait initier la suite des

rencontres internationales entre missions protestantes. Un organisme qui existait donc avant le Conseil œcuménique des Églises !

Édinbourg 2010 à mes yeux, et cela n'engage que moi, est par certains côtés très décevant. «L'appel commun» qui est issu de ce rassemblement est visiblement un texte où les attentes des uns et des autres sont compilées. Il souligne une nouvelle fois l'origine trinitaire de la mission, le côté mondial de la chrétienté, sa vocation à travailler à

résoudre les conflits, à réconcilier et à se réconcilier avec la création, à faire de la place à toutes les minorités, etc…

Tout cela dans une communion missionnaire internationale et interculturelle, très riche pour ceux qui ont le privilège d'assister à des temps forts qui la réunissent, mais qui peine à se concrétiser dans la vie quotidienne de nos paroisses…

«Ensemble vers la vie – Nouvelles pistes pour la mission» – le document du COE 2013 *(3)*

Le Conseil œcuménique des Églises a produit un nouveau document sur la mission en 2013.
Il n’est pas facile à résumer : j’y relève un paradoxe, d’un côté, il est une fois de plus rappelé que la «missio dei» est ancrée dans l’être

trinitaire de Dieu (paragraphe 1-3), ce qui est son centre, mais suit une insistance sur une mission sous la direction de l'Esprit Saint et une autre insistance sur le fait que la mission se fait souvent aux marges des structures humaines que sont les Églises établies.

Ce qui interroge toute communauté de croyant, et aussi tout croyant : qu'est qui est central et qu'est-ce qui est périphérique ? Le document prend bien acte du fait que dans un monde globalisé, il n'y a plus de

centre de périphérie dans le sens géographique du terme. Ce qui est perturbant pour une vision claire ! Et pour moi, certes mettre en question le schéma centre / périphérie, le centre commandant ce qui se passe à la périphérie est juste et justifié (surtout lorsque l'on traite de plus ceux des marges avec mépris et condescendance), donner pour autant un rôle messianique aux exclus et marginaux mène également à des impasses. L'histoire (des décolonisations, des indépendances) nous a bien

montré que les opprimés d'un jour peuvent devenir des oppresseurs pires que ceux qu'ils remplacent !

Un autre point fort (pour moi) est de rassembler de manière critique et bien plus exhaustive les problèmes globaux que doit affronter le monde ! Évidemment, cela perturbe quelque peu les chrétiens trop bien adaptés aux choix discutables des sociétés dont ils sont membres *(4)*, choix qui sont à l'origine d'un certain nombre de ces problèmes. Il y a des

consensus nationaux ou culturels qui demandent à être revus et corrigés à la lumière de l'Évangile … et aussi tout simplement pour permettre la survie de l'humanité dans des conditions à peu près décentes sur notre petite planète.

Ce n'est ni évident ni facile : mais où ailleurs que dans la chrétienté mondiale, est-il possible de se parler fraternellement et de s'entendre, de chercher des voies pour résoudre les énormes problèmes du monde, sachant qu'ultimement, nous

avons le même père et devrions aller vers plus de fraternité, dans un premier temps entre nous, sans oublier le monde entier qui aspire à la délivrance !

Du côté évangélique (déclarations de Lausanne, de Manille, du Cap)

Le monde évangélique (dans le sens «evangelical»- anglais / evangelikal – allemand) part du constat que si la chrétienté reste la communauté

religieuse la plus importante de la planète, il reste cependant de nombreuses régions peu ou pas atteintes par l'Évangile. Notamment dans une zone du Sud qui concentre mal- et sous-développement. La mission classique garde pour elle tout son sens, dans le sens gagner des chrétiens parmi les adeptes des religions «primitives» ou mieux encore, parmi les musulmans !

Théologiquement et missiologiquement, le point de départ est différent (et

rejoint parfois des positions catholiques) : à savoir une vision de l'être humain assez pessimiste, pécheur, il a besoin de se convertir et de la grâce du Seigneur pour pouvoir être sauvé de la damnation éternelle. Christ est la seule voie du salut (c'est un sujet très sensible pour l'islam qui se sent menacé et contesté par ce genre de phrase), en-dehors de lui, c'est la damnation. Cette vérité est considérée comme universelle et intangible. Les injustices sociales, les discriminations en tous

genres, ou même les atteintes à la création sont secondaires pour lui, elles ne sont pas négligeables, mais viennent après le salut devant Dieu.

La motivation principale est de sauver des individus, de planter des Églises (church planting – il s'agit de communautés locales, voire d'Églises de maison souvent considérées comme les seules vraies), et non de s'occuper des problèmes du monde ! Même s'il faut reconnaitre que la dimension diaconale de la foi est de plus en plus présente

dans les milieux évangéliques, qui ont fait et font preuve d'inventivité et de pertinence dans leur travail. C'est leur manière de contextualiser l'Évangile, même si le mot pour eux n'aura pas beaucoup de sens. Dans ces milieux, il faut trouver des angles d'attaque pour l'Évangile dans la culture ou la religion de ceux que l'on veut convertir (ainsi, il existe des livres du monde évangélique expliquant la meilleure manière d'apporter l'Évangile à des musulmans).

Le monde évangélique du fait de sa vision simple (voire simpliste) du monde et de ses problèmes a pour lui de susciter beaucoup d'enthousiasme, un engagement sincère et coûteux sur le plan personnel de la part de très nombreuses personnes. La vision que j'en donne ici est elle aussi très simpliste ! Entre évangéliques américains, français, suisses, hollandais et allemands il y a d'infinies variantes…

Élan général pour la mission et projets particuliers

Logique d’une communion d’Églises

Face à la crise des relations, qui avec la disparition progressive des missionnaires au long cours *(5)*, la tentation est grande de sortir d’une logique de communion, de relation fraternelle en Christ, à une logique de

relation construite autour de projets, avec début, déroulement et fin, avec des dossiers techniquement complexes, mais obéissant à une logique de soutien ponctuel, et non dans la longue durée. Il est frappant de constater que la Cevaa par exemple ne prévoit plus d'envois sur le long terme, notamment pour les postes pastoraux. Chaque Église est devenue (jalousement ?) indépendante !

Il faut reconnaître que le grand projet d'une «communauté

missionnaire» (Luthériens et Réformés, sur le plan mondial, ont préféré le terme de «communion») pour la Cevaa n'a pas été doté d'outils assez puissants pour pouvoir être réalisé. De grandes relations (souhaitées) entre de nombreux partenaires qui passent par des tuyaux très étroits ! Car la réalité ressemble plutôt à cela : quel vécu commun peut-il bien y avoir entre un membre de l'Église kanak, en proie à de vives tensions internes en raison de choix politiques critiques sur l'indépendance par rapport à

la France et une paroisse d’une banlieue de Strasbourg (ou d’ailleurs), confrontée à la violence urbaine, les trafics de drogues, le délitement de la paroisse, quittée par ses forces vives ? Ce n’est pas tellement différent dans l’ACO : quelle communion entre des protestants égyptiens, tentés par l’exil aux USA, vivant la discrimination et la pression islamiste, et les paroisses rurales se sentant abandonnées en France ? On pourrait multiplier les exemples…

Il faudrait une volonté politique forte et permanente de la direction et de l'ensemble des cadres des Églises locales pour sensibiliser, informer, organiser des rencontres… or la réalité est que la plupart des paroisses et aussi les directions d'Église ont tant de problèmes immédiats à résoudre pour survivre et essayer de sauver ce qui peut l'être que les organismes missionnaires sont déjà contents lorsqu'une fois l'an, il y a une animation / information sur l'Église

Universelle !

Et comment aller au-delà d'une communion qui ne soit réservée exclusivement aux cadres des Églises ? Car c'est une grande tentation. On ne peut maintenir des liens qu'en se rendant visite, mais il n'est pas toujours évident de distinguer ces visites d'une attitude de tourisme d'Église, qui ne va guère en profondeur. Ou de visite d'affaires, pour justement gérer les projets, sans pour autant approfondir la communion spirituelle, qui doit être l'Alpha et l'Omega,

la raison d’être des projets ! Je me souviendrai toujours d’une visite rendue au responsable de la Fédération Protestante d’Égypte, avec lequel nous souhaitions organiser un échange de paroissiens, et qui proposait de venir avec son staff… ***(6)***

ACO Fellowship a tenté de répondre par la parution d’une lettre de prière rédigée à tour de rôle par les différents membres du Fellowship (Iran, Liban, Syrie, Hollande, Suisse France). C’est peu de choses,

mais c’est un début. Est-ce possible à plus de 50 partenaires ? On peut en douter. L’existence d’un site internet de la Cevaa et d’un autre du Défap permet de suivre l’actualité, mais il faut faire l’effort soi-même.

D’autres essais consistent dans les échanges de groupes de jeunes, d’échanges de pasteurs, qui sont autant de pistes intéressantes et expérimentées à une certaine échelle. Là, la mission fonctionne dans les deux sens, et jeunes (et pasteurs) venant

des partenaires en mission reçoivent un message qui leur permet de questionner, d'approfondir et de revitaliser leur foi et leur théologie ! Certes, on ne convertit plus les païens, mais on convertit le croyant à une plus grande ouverture d'esprit et de cœur.

La vision d'une communion spirituelle entre chrétiens de toutes

origines a besoin de projets concrets

L’envoi de personnes avec toutes sortes de qualifications – mais pas toujours très engagées dans l’Église, et ne se sentant pas des âmes de missionnaires, les rencontres entre pasteurs, entre jeunes, de paroisse à paroisse sont riches et importantes. Mais cela ne suffit pas : je pense qu’il ne faut pas opposer la logique inhérente à l’idée d’une communion spirituelle (dans laquelle s’exprime la

solidarité les uns pour les autres) et la logique de projets concrets : les deux logiques se nourrissent et se corrigent l'une l'autre, à condition de ne jamais oublier la finalité.

Nous avons vu la fragilité des relations missionnaires, que l'on croyait pérennes, et qui peuvent s'effriter et mourir. Elles s'entretiennent par des projets, menés par des personnes en chair et en os. Celles-ci seront bien plus que des mercenaires, payés pour faire un job, leur vocation

est d’être des témoins : boursiers, envoyés, théologiens, experts pour des projets agricoles, médicaux, humanitaires, l’ensemble de l’activité déployée par les organisations ou avec le soutien des organisations doit avoir le but de maintenir les liens fraternels. Lorsqu’un projet commence à mener une vie propre et indépendante, l’organisme financeur n’étant plus perçu que comme un banquier, il a perdu son âme, et dans le cadre de relations missionnaire, son sens et sa raison d’être.

Cela suppose dans tous les sens un gros travail d'information (ou plutôt de témoignage, de partage fraternel) : les nouveaux réseaux de communications offrent des chances pour ce type d'évangélisation (un peu comme les voies romaines ont permis l'expansion du christianisme durant les premiers siècles de son existence).

Le projet doit être utile et obéir à des critères de sérieux, mais bien plus : il doit être un outil pour une

plus grande communion. Ceci n'est pas évident, il est difficile pour le donateur de renoncer à sa position de pouvoir que son statut induit, qu'il le veuille ou non, et il est difficile pour celui qui bénéficie du soutien de ne pas s'autocensurer devant celui auquel il doit des ressources !

Pourtant, même si cela va a contrario des évidences du néolibéralisme économique (qui tient pour évident que celui qui est le plus puissant doit prendre les décisions), il est

aussi évident que tout l'Évangile nous invite à une telle attitude !

Les (nouveaux ?) fondements de la mission

Une mission extérieure fidèle aux solidarités héritées de l'histoire, mais pas

que…

Pourquoi le Cameroun ? La Nouvelle Calédonie ? Le Liban ? Pour le paroissien de base, un peu intéressé, ces questions faussement naïves montrent la nécessité de savoir pourquoi les organismes missionnaires sont présents en certains lieux et pas en d'autres.

Quel est le critère de choix des lieux vers lesquels va se diriger l'élan de mission et de solidarité des Églises de France ? La question n'est pas

du tout évidente. On peut interroger plus haut, pourquoi partager sa foi, mais je pars dans le contexte de ce texte du principe qu'il y a un vrai désir de mission et de partage dans le cœur des croyants et des stratèges d'Église auxquels je m'adresse.

Que reste-t-il comme relations entre l'Église Unie de Zambie, l'Église du Lesotho, fondées par de grandes personnalités issues du protestantisme français ? Dès ses débuts, la SMEP avait le souci de ne pas simplement se soucier d'être

un auxiliaire chrétien de la colonisation, mais de transcender par l'Évangile les barrières culturelles. Il faut reconnaître qu'il est difficile sans une forte volonté et des gens engagés de maintenir ces liens. Aujourd'hui, les liens vers ces pays anglophones se font via la Cevaa. Ce n'est que rarement une réalité de prière, de discussion, de partage fraternel sur les questions qui préoccupent les uns et les autres.

Pourtant, il me semble qu'il

est essentiel de ne pas jeter aux orties de «vieilles» relations. J'ai été frappé à quel point l'ACO, pourtant acteur modeste auprès des Églises d'Orient, est respectée pour sa fidélité dans le temps. Syrie et Liban ont vu passer nombre d'ONG effectuant une mission puis laissant les gens aidés se débrouiller pour la suite.

Ce passé ne doit pas enfermer dans la nostalgie de ce qui a été (notamment pour ce qui est des relations parfois peu évangéliques lorsque les

relations ont été des relations de pouvoir). Le monde a changé, en bien et en mal. Les problématiques se sont déplacées.

L'un des fondements de l'action missionnaire du 21e siècle sera, par tous les moyens (dont les projets) d'être aux côtés de ceux que le Seigneur a un jour mis sur le chemin des protestants français.

Ceci ne doit pas signifier que ces relations sont coulées dans le marbre – parfois il

faut reconnaître leur fin, heureuse ou non. Et surtout, cette fidélité aux relations d'autrefois ne signifie pas que le Défap doit limiter son action à ces partenaires-là, ou pérenniser automatiquement ces relations.

Ouverture aux nouveautés du siècle : le devoir de vigilance des organismes

missionnaires

Le Défap (avec la FPF) avait un temps essayé de construire des relations avec le protestantisme chinois. Cela a complètement disparu de ses radars. D'autres relations ont été ouvertes avec le Nicaragua et son protestantisme, d'autres encore avec Haïti.

Pour la Chine, c'était au moment où une certaine libéralisation permettait à la chrétienté chinoise d'émerger de la clandestinité et de la persécution. Les visites et

premiers contacts (années 90) n'ont pas donné de développement. Un soutien accordé à un organisme de développement chinois (Amity Foundation) par le Conseil Missionnaire UEPAL a un peu prolongé les choses, mais à ma connaissance, il n'y a plus de relations. Pourtant, la réponse aux défis que rencontrent protestants chinois et français (société très séculaire, minorité chrétienne, engagement dans la société) auraient pu créer des convergences, André Appel, alors président de l'ECAAL, en

était persuadé.

Pour le Nicaragua, considéré pendant longtemps comme un exemple de théologie de libération ayant réussi, et aussi du fait de la présence sur les lieux de Georges Casalis, des liens avec la Faculté de Théologie de Managua, l'accueil d'une femme-théologienne-boursière, l'envoi régulier d'enseignants pour de courts séminaires s'est poursuivi. Cela contribue-t-il à une communion entre les Églises de France et du Nicaragua ? On peut en

douter.

Haïti, dont le protestantisme connaît une forte croissance (aux dépens du catholicisme, et sous la pression de missionnaires nord-américains), a connu plusieurs phases de relations avec la France. Une première visite exploratoire avait eu lieu dans les années 1990, avec une proposition de soutien au système scolaire protestant. Philippe Mary y tiendra un vrai rôle. Le tout va un peu s’endormir, et se réveiller lorsque le tremblement de

terre de janvier 2010 réveille l'intérêt pour ce pays pauvre entre tous, d'une certaine manière francophone, le créole étant la langue courante.

La question pour le Nicaragua et pour Haïti est un peu la même : dans un protestantisme marqué par une culture congrégationaliste nord-américaine (et donc une habitude de relations bilatérales), y a-t-il une mission, une responsabilité particulière pour la France ?

Il y a aussi eu des histoires

qui me laissent perplexe : après le tremblement de terre qui a dévasté l'Arménie le 7 décembre 1988 et son indépendance de l'Union Soviétique en 1991, deux organisations ont vu le jour : Espoir pour l'Arménie, venu de l'Union des Églises Évangéliques Arméniennes de France, et Solidarité Protestante Française avec l'Arménie (SPFA), fondé par Samuel Sahagian, pasteur de l'ERF d'origine arménienne, ayant quitté l'UEEAF trouvée trop fondamentaliste. Jean Alexandre, alors secrétaire

général du Défap, s'était rendu sur place. Mais le Défap ne s'est pas vraiment engagé en Arménie, la petite Église Protestante en Arménie, très évangélique, ne demandait rien à la FPF, elle était probablement occupée à discuter avec l'UEEAF et surtout la grande société missionnaire américaine AAMA. Et SPFA se positionnait sur le terrain culturel et humanitaire. Mais SPFA a un budget très important, provenant en partie du protestantisme français, et fonctionne sur une base de

bénévolat associatif ! L'ACO, n'ayant pas de contact direct avec l'Arménie, se tiendra (et se tient encore) aux côtés des deux organisations et soutient ou co-organise des projets avec eux.

Quelle leçon tirer de ces exemples ? Le Défap et autres organisations missionnaires du protestantisme français doivent avoir dans leur cahier de charges une ligne concernant leur devoir de vigilance. De nouvelles relations peuvent surgir, de nombreuses se proposent…

rarement totalement désintéressées. Le Défap du fait de son positionnement très particulier peut lui-même percevoir de nouveaux défis, de nouveaux devoirs à accomplir. Où et comment discerner la volonté de Dieu pour le protestantisme français ?

Qui décide de l'ouverture de nouvelles relations de «mission extérieure» ? Et sur quels critères ?

Voici quelques propositions de principe pouvant guider cette

mission de vigilance :

- **Le Défap doit fonctionner en immersion dans le réseau protestant français, certes, les trois Églises qui le constituent, mais aussi la FPF et ses Églises membres, la CEEFE (le réseau protestant francophone), *(7)***
- **Il doit donc être à l'écoute des demandes qui remontent vers lui**
- **Et il peut les renvoyer sur d'autres partenaires, mieux outillés que lui pour des raisons de familiarité régionale ou culturelle, ou**

les prendre en compte pour lui

- Il peut également interpeller d’autres acteurs «mission» pour leur rappeler la nécessaire solidarité dans le protestantisme français pour ces actions

Critères

- Dans les premiers temps, bien cadrer les possibilités du protestantisme français, vérifier la faisabilité des projets, leur utilité, ce que cela change, comment cela enrichit spirituellement et

humainement les acteurs locaux et le protestantisme français

- Faire son possible pour discuter avec des Églises (pas seulement des communautés locales ou des groupes), dans l'élaboration de chartes qui précisent l'objet du projet commun
- Vérifier avec d'autres partenaires œcuméniques (missions européennes, américaines, asiatiques) la pertinence du projet, éventuellement créer des structures (légères !) de concertation.

- **Vérifier la faisabilité financière en concertation avec les Églises constituant le Défap**
- **Enfin, il faudra élaborer une chaîne de décision qui permette des décisions collégiales du protestantisme pour répondre aux nouveaux défis**

La mission extérieure : une marginalité assumée

Je me souviens de l’époque où les réalités missionnaires

n’étaient pas intégrées dans le budget central de l’Église, qui laissait faire les spécialistes avec plus ou moins de bienveillance. Après une dizaine d’année d’intégration, un pasteur alsacien, devant la difficulté à faire passer l’idée de «mission extérieure» dans les paroisses, et aboutir à l’inscription de sommes autres que ridicules pour cette ligne, disait lors d’une réunion : finalement, est-ce que cela ne marchait pas mieux lorsque la mission était portée par un groupe de gens

«qui en voulaient» ?

Il me paraît presque normal que l'intérêt pour la mission extérieure ne soit pas automatique, y compris dans nos paroisses, qui ont souvent de vrais problèmes à gérer. Eveiller l'intérêt pour la mission demande beaucoup d'efforts, de témoignages, de constance. Et l'intérêt ne peut être commandé sur le mode administratif par une (ou des) direction d'Église !

Le rayonnement des relations missionnaires demande à

grandir en une réalité spirituelle ! Le COE invite toutes les semaines à prier pour un groupe de pays. Il serait bon d'inviter (de diverses manières, en proposant des thèmes, des textes tout faits, des témoignages) à prier pour ceux qui sont notre proche famille sur le plan spirituel ! Un peu comme le fait la «Journée Mondiale de Prière».

Ceux qui se sentiront vraiment concernés et militants resteront une minorité, et ce n'est pas grave : c'est dans

ses marges que l'Église se renouvelle… Souvent, ce sont les anciens coopérants, ceux qui ont participé à un échange avec le Sud (ou l'Orient) qui retrouvent leurs racines chrétiennes et renouvellent un engagement plus dynamique ! Cela échappe pour une large part à une logique de «faire», lorsqu'une telle expérience réussit, c'est de l'ordre de la grâce (qui fait partie de la promesse). La militance pour la mission, la prière, la solidarité, l'information qui l'accompagnent ne peut être remplacée par un engagement

budgétaire, pourtant lui aussi important.

La mission extérieure : en France aussi

Parmi les nouveaux chantiers que la mission doit aux phénomènes migratoires, aux flux de réfugiés, à la mondialisation et aux réseaux sociaux, il y a l’accompagnement des paroisses confrontées aux problèmes et aux joies des relations nouvelles et inhabituelles

auxquelles elles se trouvent confrontées.

Cela justifie amplement à mon avis la présence de Secrétaires Exécutifs chargés de l'animation France, et aussi animation jeunesse. Lectures interculturelles et communautaires de la Bible, rencontres interreligieuses permettent des rencontres qui autrement n'ont simplement pas lieu. Dans un monde où l'on communique comme jamais, et où l'on ne se comprend pas mieux pour autant, les organisations missionnaires peuvent apporter

un témoignage et une expertise indispensable.

Mais là aussi, il est important que les organisations missionnaires ne se croient pas propriétaires de leur savoir-faire et de leur champ d'action : cela peut et doit fonctionner en réseau avec les autres forces vives du protestantisme !

Conclusion

Le Défap et les autres organismes missionnaires européens n'ont pas besoin de

«refondation» : leur fondation, c'est la foi en Christ, c'est l'action de l'Esprit dans le monde, qui bouscule toujours à nouveau les croyants. Comment faire ? C'est là que les choses deviennent difficiles.

Lorsque je considère le monde avec les yeux de ma (petite) foi, je suis fasciné par sa diversité et les multiples manières dont l'Évangile libérateur peut changer la vie des hommes. Je reçois les interpellations qui me poussent à avoir des gestes de

solidarité. Je sais aussi mes limites dans ce domaine !

Je vis sous la grâce d'avoir pu vivre des rencontres fantastiques et improbables. Cela nourrit ma réflexion, ma foi et mon action. Il ne m'appartient pas de juger et par là-même de mettre des limites à l'action de Dieu.

Ici, j'ai essayé de partager mes réflexions sur le sens que peut avoir la mission extérieure pour l'Église du 21e siècle. En toute modestie, j'ose espérer que cela aidera

le Défap et les autres organismes à avancer !

Thomas Wild

Strasbourg, 15 mai 2018

1) Ainsi, l'EPUdF a créé un poste pour les relations extérieures – la personne siège au nom de l'EPUdF au Conseil du Défap, la FPF a ses propres relations extérieures, pour l'UEPAL, il y a un poste pour les relations européennes, sans aucune relation avec les organisations missionnaires
2) pour l'UEPAL : Semis, CASP,

etc…, pour la FPF, la Fédération de l'Entraide Protestante, etc…

3) Le document final, issu d'une consultation de plusieurs années (2006-2013), destiné à remplacer une déclaration des années 80, a été approuvé lors de l'AG du Cœ de Busan en 2013. Il a été publié en 2015 en français par les éditions Olivétan, le numéro 2015/1 de «Perspectives missionnaires» lui est consacré.

4) Ainsi, lors de rencontres Orient-Occident ou Nord-Sud, les européens prennent (parfois) conscience des privilèges dont ils jouissent,

qu'ils ont en grande partie hérités, et des frustrations des autres… mais souvent, devant l'apparente impossibilité de changer les choses en profondeur, on oublie ! Dans l'autre sens, les participants du Sud rendent attentifs au sort des personnes âgées dans les pays occidentaux, de la qualité de vie relationnelle et du manque de zèle à participer aux activités d'Église, qui pour eux sont évidents. Plus en profondeur : les clichés des uns sur les autres sont parfois hallucinants ! Et nos partenaires orientaux ont du mal à saisir la non-

discrimination des musulmans par les nations européennes, parfois encore considérées comme chrétiennes, alors qu'eux vivent dans des nations musulmanes et supportent nombre de discriminations !

5) J'ai découvert en Turquie à quel point les ordres missionnaires catholiques poursuivaient à leur manière la présence de missionnaires à vie. Des personnes, prêtres et sœurs surtout, consacrent leur vie à une mission au loin. J'ai vu de tels exemples au Gabon (Foyer de Charité), au Caire (Centre des dominicains) et à Alexandrie (centre jésuite). Cette présence au

long cours, impressionnante localement est un vrai témoignage. Mais là aussi, la relève a du mal à se faire.

6) Il faut dire que son point de vue se comprend. À mes débuts à l'ACO, personne n'avait vraiment compris l'organisation du protestantisme égyptien, et la Fédération n'était pas le bon endroit pour des contacts avec la base. S'ajoute à cela la vraie difficulté linguistique pour un échange, les protestants égyptiens se tournent plus volontiers vers l'anglais-américain que vers le français.

Les étranges funérailles de Jacob !

Méditation du jeudi 7 février 2019. Nous prions pour notre envoyé aux Antilles et nous terminons la lecture du cycle de Joseph. Cependant, nous parlerons la semaine

prochaine de Dina, la sœur de Joseph.



Henri-Joseph de Forestier, La mort de Jacob, 1813, Paris, École Nationale Supérieure des Beaux-Arts

Jacob fit ensuite ces recommandations à ses enfants : « Quand je serai mort, enterrez-moi dans le tombeau de mes ancêtres. C'est la grotte située dans le champ d'Éfron le Hittite, à Makpéla, près de Mamré, au pays de Canaan. Abraham a acheté ce champ à Éfron pour que le tombeau soit sa propriété. C'est là qu'on l'a enterré, ainsi que sa femme Sara, puis Isaac et sa femme Rébecca. J'y ai moi-même enterré

Léa. Le champ et la grotte qui s'y trouve ont été achetés aux Hittites. » Quand Jacob eut fait ses dernières recommandations à ses fils, il se recoucha, puis il rejoignit ses ancêtres dans la mort. **(Genèse 49,29-33)**

Joseph se précipita vers son père, dont il couvrit le visage de larmes et de baisers. Puis il ordonna

aux médecins qui étaient à son service de préparer le corps de son père en vue de l'enterrement. Selon la coutume, les médecins passèrent quarante jours à enduire le corps d'huiles parfumées pour le conserver. Les Égyptiens célébrèrent le deuil de Jacob pendant soixante-dix jours.

Quand le deuil de Jacob eut pris fin, Joseph dit aux proches du Pharaon : « Si

vous avez de l'amitié pour moi, veuillez transmettre de ma part ces paroles au Pharaon : « Avant de mourir, mon père m'a fait jurer de l'enterrer au pays de Canaan, dans le tombeau qu'il s'est préparé. Autorise-moi donc à aller l'enterrer maintenant, puis je reviendrai. » » Le Pharaon permit à Joseph d'aller enterrer son père et de tenir ainsi sa promesse.

Joseph se mit en route ; il était accompagné des dignitaires du palais au service du Pharaon, des anciens de toute l'Égypte, de toute sa famille, de ses frères et des autres membres de la famille de son père. On ne laissa dans la région de Gochen que les petits enfants et le bétail. Le convoi comprenait aussi une escorte de chars ; il était particulièrement imposant.

Ils arrivèrent à Goren-Atad — « l'Aire de l'Épine » —, au-delà du Jourdain. Là, ils célébrèrent solennellement une cérémonie funèbre, très impressionnante. Durant sept jours, Joseph observa le deuil de son père. Les Cananéens qui vivaient dans cette région virent la cérémonie funèbre de Goren-Atad et firent cette réflexion : « C'est un deuil cruel pour l'Égypte ! » C'est pourquoi cet

endroit, situé au-delà du Jourdain, reçut le nom d'Abel-Misraïm, ce qui veut dire «Deuil de l'Égypte».

Les fils de Jacob accomplirent ensuite ce que leur père leur avait ordonné : ils transportèrent son corps au pays de Canaan et l'enterrèrent dans la grotte du champ de Makpéla, près de Mamré. Abraham avait acheté ce champ à Éfron le Hittite pour que

le tombeau soit sa propriété. Après avoir déposé le corps de son père dans le tombeau, Joseph regagna l'Égypte avec ses frères et tous ceux qui les avaient accompagnés pour l'enterrement. **(Genèse 50,1-14)**



Le tombeau des patriarches à Hébron

Jacob a exprimé le désir que sa dépouille mortelle soit transportée en Canaan et enterrée dans le tombeau de ses pères. À l’heure de

sa mort, il appuie sa demande d'une sorte de justification de propriété. On se souvient qu'Abraham avait insisté pour acheter la grotte et le champ de Makpela aux hittites afin d'ensevelir Sarah, en refusant leur offre d'accueillir le corps de son épouse dans un de leurs tombeaux.

Jacob vivant cependant en Egypte avec sa famille, il faut une permission pour

que sa dépouille passe la frontière. Pharaon l'accordera, après que le père de Joseph aura reçu l'hommage des larmes de son fils et les soins d'embaumement des médecins d'Égypte. Pourquoi ces 70 jours de deuil égyptien ? Est-ce pour manifester de la reconnaissance envers Joseph qui a sauvé l'Égypte de la famine ? Est-ce une manière de s'accaparer Jacob ? On ne peut imaginer qu'il ait désiré tant de

faste !

Pourtant un cortège impressionnant va s'ébranler autour de Joseph et Jacob, avec des dignitaires d'Égypte, les frères de Joseph et des membres de la famille. Toutefois, ce voyage ne sera pas l'occasion d'un retour définitif du peuple en Canaan, car les enfants et les troupeaux doivent rester à Gochen. Serviraient-ils d'otages

pour s’assurer que les adultes vont bien revenir faire fructifier la terre d’Égypte ? À moins que cela ne traduise la nécessité théologique de séparer ce qui relève de la mort et ce qui relève de la vie. L’heure est d’enterrer Jacob dans le pays de ses pères, mais pas encore, pour ses descendants, d’y retourner durablement !

À leur tour les Cananéens s’émeuvent de la mort de

Jacob, et impressionnés par le deuil de 7 jours conduit par Joseph, baptise le lieu « Deuil de l'Égypte ». Enfin Jacob parvient à destination ; il rejoint Abraham, Sara, Isaac, Rébecca, Léa dans le sommeil de la mort.

Ce récit étrange et complexe nous renvoie à la question des rites mortuaires et des coutumes de deuil dans les différentes cultures. Doit-

on enterrer ses proches dans le pays d'accueil ou dans le pays d'origine ? Jusqu'où accomplir les dernières volontés du défunt ? Jusqu'à s'endetter considérablement ? Peut-on faire plusieurs célébrations pour contenter les uns et les autres en cas de pluralisme religieux ou ecclésial ? Comment conjuguer le chagrin personnel, l'accomplissement des rites, les questions

juridiques et financières ? Par rapport à cela, que signifient les paroles de Jésus : « Laisse les morts enterrer les morts, et va annoncer le royaume de Dieu ! » ?



Nous prions pour notre envoyé aux Antilles avec cette prière de sanctification du Nom de

Dieu, que l’on appelle le Kadish, qui accompagne le deuil dans le judaïsme, et qui a inspiré le « Notre Père ».

Que ton Grand Nom soit glorifié
Que ton Grand Nom soit glorifié et sanctifié dans le monde qu’il a créé selon sa volonté,
Et puisse-t-il établir son règne, faire fleurir son salut, et hâter le temps de

ton Messie,
De votre vivant et de vos jours et des jours de toute la maison d'Israël,
Dès que possible et dites : amen !
Puisse son Grand Nom être béni à jamais et dans tous les temps des mondes,
Béni et loué et glorifié et exalté,
Et élevé et vénéré et élevé et loué soit le Nom du Saint, béni soit-il,
Au-dessus de toutes les bénédictions et cantiques

et louanges et consolations
Proclamés dans le monde, et dites : amen !
Qu'une grande paix venant du Ciel, ainsi qu'une bonne vie, et la satiété, et le salut,
Et le réconfort et la sauvegarde, et la rédemption et le pardon et l'expiation,
Et le soulagement et la délivrance nous soient accordées à nous et à tout Israël,
Et dites : amen !

Que celui qui fait régner la paix dans les sphères célestes l'étende, dans sa miséricorde,
Parmi nous et dans tout Israël, et dites : amen !

Le pasteur

Basile Zouma, prochain Secrétaire Général du Défap

Actuellement pasteur dans la Manche, membre

du Conseil régional de l’Église protestante unie de France Nord-Normandie et engagé dans la Coordination nationale Évangéliser-Former de l’EPUdF, Basile Zouma prendra ses fonctions de Secrétaire Général du Défap au mois de juillet 2019, succédant ainsi au pasteur Jean-Luc Blanc.



Le pasteur Basile Zouma © DR

Le processus de recrutement entrepris au lendemain de la démission du pasteur Bertrand Vergniol a abouti

à la nomination du Pasteur Basile Zouma à ce poste.

Basile Zouma est actuellement pasteur de l'Église protestante unie de France en poste dans le département de la Manche (Églises locales de Cherbourg Nord-Cotentin et Saint-Lô Manche Sud) et président du Conseil du consistoire de Basse-Normandie. Il est membre du Conseil régional de l'EPUdF Nord-Normandie et engagé

dans la Coordination nationale Évangéliser-Former de l’EPUdF.

Au Maroc, l’accompagnement des migrants

Pour aller plus loin :
• *Qui fait quoi ? Le point sur l’équipe du Défap*

Basile Zouma est né en Côte d’Ivoire en 1975 de parents burkinabè et a grandi dans un milieu familial

multiconfessionnel.
Titulaire d'un doctorat en médecine générale obtenu à Casablanca et d'un diplôme universitaire en épidémiologie et recherche clinique obtenu à Fès, il s'est engagé dans le médico-social pour l'aide, le conseil et l'accompagnement des migrants-réfugiés en transit sur le sol marocain. Son engagement ecclésial au Maroc s'est fait dans le cadre d'une

suffragance dans la paroisse de Rabat ainsi que de l'aumônerie du mouvement national pour la jeunesse de l'Église.

Basile Zouma a obtenu un master professionnel de théologie à l'Institut protestant de Théologie, Faculté de Montpellier. Son ministère actuel sur le terrain s'élargit d'engagements au sein de l'ACAT (Commission Théologie) et l'ACONor

(Association Chrétienne Œcuménique de Normandie) dont il assure la coprésidence.

C’est avec beaucoup de joie qu’il sera accueilli dans l’équipe et les instances du Défap ! Il prendra ses fonctions au mois de juillet 2019 et succédera ainsi au pasteur Jean-Luc Blanc qui quittera le Défap à la fin du mois de juillet.

Grand débat national : des outils pour repenser la

politique migratoire

La Cimade met à disposition des citoyennes et citoyens qui souhaitent participer au grand débat national, ses cinq propositions majeures pour une politique migratoire différente.



©Photo de Krzysztof Hepner sur Unsplash

Jusqu’au 15 mars, les citoyennes et citoyens ont la possibilité de participer et contribuer à

une consultation nationale initiée par le gouvernement, et qui fait suite notamment au mouvement des gilets jaunes. Dans les sujets évoqués, l'immigration et l'intégration sont couvertes par quatre questions.

Pour aller plus loin :

• *Contribuer au grand débat national : l'article sur le site de la Cimade*

• *«On n'empêche pas l'humanité de se mouvoir»*

• *Les demandes d'asile en 2017 en France et en Europe : bilan de la Cimade*

• *Des rencontres pour faire tomber les préjugés, une initiative de la Cimade*

• *Le point sur le délit de solidarité avec Amnesty International*

• *Le site de l'Ofpra*

• *Le site du HCR*

Il nous semble important que chaque personne engagée pour une autre politique migratoire puisse participer à ce débat avec des informations actualisées et vérifiées, des propositions concrètes et des arguments juridiques et éthiques solides.

Afin d'outiller les citoyennes et citoyens sensibles à cette cause, La Cimade a actualisé ses 5 propositions majeures pour

améliorer durablement le sort des personnes migrantes et réfugiées et un document de décryptage des 13 préjugés sur les migrations qui sont régulièrement énoncés dans les discours politiques ou relayés par certains médias.

Elle met également à disposition de chacun·e ses petites guides de sensibilisation qui contiennent de nombreux

arguments pour contredire les stéréotypes et la xénophobie qui s'expriment parfois dans ces consultations (à consulter en ligne :

- Petit guide – Lutter contre les préjugés
- Petit guide – Comprendre les migrations internationales
- Petit guide – Dénoncer la machine à expulser

La Nouvelle-Calédonie à l’honneur

Cette semaine, plusieurs représentants des Églises de Nouvelle-Calédonie étaient en visite en France. À

cette occasion, le professeur Frédéric Rognon a animé le jeudi 31 janvier, à la Maison du protestantisme, à Paris, une conférence-débat sur le thème : «La Nouvelle-Calédonie après le référendum : quels défis pour les Églises ?»



Les délégués des Églises calédoniennes, en visite en France, faisant la coutume à l'AG de la Fédération Protestante de France, 26 janvier 2019 © Défap

Les invités sont arrivés au Défap, où ils étaient hébergés, quelques jours avant les premières rencontres à la Maison du protestantisme, au 47 rue de Clichy, dans le neuvième arrondissement : une délégation des Églises de Nouvelle-Calédonie, présente à Paris à l’invitation de la Fédération Protestante de France

(FPF), qui tenait son Assemblée Générale. Cette délégation comprenait le pasteur Var Kaemo, président de l'Église protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie (EPKNC) et son épouse la pasteure Marie-Claire Kaemo, directrice du Centre de Formation Pastorale et Théologique de Béthanie ; le pasteur Yvon Dea,

président des Assemblées de Dieu de Nouvelle-Calédonie ; le pasteur et aumônier Marc Perrin, Assemblées de Dieu de Nouvelle-Calédonie ; le pasteur André Beinon, président de l'Église évangélique libre de Nouvelle-Calédonie.

Les membres de cette délégation étaient également invités à la

conférence-débat animée le jeudi 31 janvier par le professeur Frédéric Rognon, sur le thème : «La Nouvelle-Calédonie après le référendum : quels défis pour les Églises ?». Car dans cette terre loin de la métropole et de sa conception de la laïcité, la religion a un rôle crucial à jouer. Selon ce mot de l'ancien

Haut-Commissaire Vincent Bouvier : «Ce sont des hommes d'Église qui ont permis, souvent en désaccord avec les autorités de l'époque, de poser un regard différent sur l'identité Kanak. La religion a un rôle majeur à jouer dans la gestion des tensions et le maintien du dialogue.» Et de Maurice Leenhardt jusqu'à

Jacques Stewart, les protestants de métropole et ceux de Nouvelle-Calédonie entretiennent depuis longtemps des relations singulières. Ce qu'avait rappelé François Clavairoly, le président de la FPF, en évoquant «l'histoire partagée du protestantisme kanak et du protestantisme anglais puis français» à

la suite de sa visite dans l'île en mai 2018 en compagnie d'Emmanuel Macron, à quelques mois du référendum d'autodétermination qui s'est déroulé en novembre, et a vu la victoire, attendue mais moins nette que ne le prédisaient les sondages, du maintien dans la France.

Coutume et multiculturalisme

Pour aller plus loin :

• *Nouvelle-Calédonie : présentation et actualité du Défap*

• *La coutume Kanak : présentation et explication avec un dépliant de la Maison de la Nouvelle-Calédonie*

• *Le site du GIP Cadres Avenir*

• *Retour sur la mobilisation autour du lycée protestant Do Neva*

Si ce rendez-vous électoral s'est passé sans explosion, les principaux problèmes de

la société calédonienne demeurent. Une société qui reste très inégalitaire, avec une grande différence entre les îles et la grande ville, Nouméa : d'un côté, un mode de vie qui reste traditionnel, avec une forte intégration sociale et familiale, et de l'autre, une société devenue multiculturelle, ouverte sur des

influences très diverses, avec des modes de vie très différents, une croissance forte d'Églises évangéliques d'implantation récente…

Depuis l'accord de Nouméa, les Kanak disposent d'un statut civil particulier, formalisé par l'article 75 de la Constitution, appelé «statut

coutumier», et ne sont pas soumis au code civil. La coutume régit tous les aspects de la vie des Kanak, avec ses offrandes et ses rites qui rythment toutes les étapes de l'existence, naissance, mariage, deuil, alliance et pardon entre clans : ces règles «définissent les devoirs et les obligations vis-à-vis de

la communauté, mais aussi le lien à la terre et au sacré», comme le souligne Emmanuel Tjibaou, fils de Jean-Marie Tjibaou et directeur du centre culturel Tjibaou à Nouméa. Mais les Kanak sont aujourd'hui minoritaires, ce que montrent bien les chiffres du dernier recensement : en 2014,

39,05% des habitants se sont déclarés Kanak, 27,2% européens, 33,75% (soit plus du tiers) se réclamant d'autres communautés, notamment vietnamienne ou indonésienne. Un cosmopolitisme que reflète la ville de Nouméa. Entre ces deux images très contrastées de la Nouvelle-Calédonie, les jeunes –

et en particulier les jeunes Kanak – peinent à trouver une place. Certains rejettent le modèle traditionnel et le poids de la coutume pour rejoindre Nouméa. Mais la ville est aussi le lieu où les inégalités s’affichent de la manière la plus flagrante : «il y a là-bas environ 10.000 personnes qui vivent

dans des squats», souligne Tünde Lamboley, responsable du suivi des relations avec la Nouvelle-Calédonie au sein du Défap.

Place des Églises et de la coutume, suites du référendum d'autodétermination et invention d'un «destin commun» en Nouvelle-Calédonie, relations

avec la métropole : une table ronde animée par Didier Crouzet, secrétaire général de l'EPUdF, a réuni le 26 janvier au 47 rue de Clichy, à la Maison du protestantisme, les pasteurs Var et Marie-Claire Kaemo, le pasteur André Beinon et les pasteurs Yvon Dea et Marc Perrin, hôtes d'honneur de l'assemblée

générale de la FPF.

Toujours à l’occasion de cette visite de la délégation des Églises de Nouvelle-Calédonie, Place des protestants,

le programme de Présence protestante diffusé le dimanche 10 février, sera consacré au protestantisme dans l’île.

«Être pleinement là où Dieu nous a placés»

Une vingtaine d’étudiants de

l’Institut Protestant de Théologie ont participé le mardi 22 janvier au «déjeuner-culte» organisé au Défap – des rendez-vous lancés en février dernier pour rapprocher le Défap et l’IPT, et qui ont désormais leurs habitués. Au menu : repas, chants,

méditation et échanges sur un texte biblique. Les échanges ont tourné autour de la figure de Joseph, et de la condition des minorités. Avec des résonances très actuelles, dans un contexte de mondialisation qui voit les sociétés, et

les Églises, s’ouvrir de plus en plus à une diversité de cultures.



Déjeuner-culte au Défap, 22 janvier 2019 © Défap

Lancés il y a un peu moins d'un an, les «déjeuners-cultes» sont désormais bien inscrits dans les habitudes du Défap… et dans celles des convives venus de l'IPT. Ces rendez-vous ont leur petit groupe d'habitués ; ils rassemblent en

général entre une quinzaine et une vingtaine d'étudiants de l'Institut Protestant de Théologie. Au menu : repas, chants, méditation et échanges sur un texte biblique. Ambiance décontractée et bonne humeur autour de la

table. Repas et textes bibliques servant de base aux échanges sont proposés par les pasteures Tünde Lamboley et Florence Taubmann, du service Animation – France du Défap. Objectif : resserrer les liens entre le Service

Protestant de Mission et l'Institut Protestant de Théologie, deux institutions voisines (elles sont placées à 200 m de distance le long du boulevard Arago) mais qui se connaissent peu.

Les invités reflètent la diversité des

promotions de l’Institut Protestant de Théologie. En ce 22 janvier, ils sont un peu moins d’une vingtaine à se retrouver dans la salle à manger du Défap, dont quatre nouveaux. Pour introduire le repas, Tünde Lamboley a

choisi une prière venue en droite ligne de Nouvelle-Calédonie, en l'honneur de la délégation qui doit bientôt arriver en métropole et qui sera reçue par la Fédération Protestante de France : «Nous te prions,

Seigneur, pour que les humains apprennent à respecter tes créatures, à comprendre à quel point nos survies sont liées (…) Nous te prions, Seigneur, pour ceux qui ne veulent vivre que pour eux-mêmes ou

leur famille proche, pour ceux qui refusent d'être solidaires, pour ceux qui ne savent qu'être méfiants à l'égard des autres…»

La «double

mission» de Joseph

Pour aller plus loin :
• *Premier «déjeuner-culte» avec les étudiants de l'IPT*
• *Théologie et Mission d'hier et d'aujourd'hui au menu des étudiants de l'IPT*
• *Une journée au Défap pour les futurs pasteurs*
• *Une visite pour toucher du doigt l'histoire de la Mission*

Sitôt après le repas, alors que le café se prépare, Florence Taubmann se lève et prend la parole :

voici le temps de la méditation biblique. «Toutes les semaines, explique-t-elle, je propose un texte qui est mis en ligne sur le site du Défap. Et voilà plusieurs mois déjà que j'ai commencé à travailler sur le cycle de Joseph. Lors du

dernier repas que nous avions pris ensemble ici, nous avions partagé la lecture d’une partie de ce cycle : un extrait du chapitre 41 de Genèse, au cours duquel Joseph désormais installé en Égypte avait reçu un nouveau nom, un nom

égyptien, mais décidait néanmoins de donner à ses deux fils des prénoms hébraïques. Je suis toujours dans la suite de ce cycle et je vais en arriver bientôt au moment où Jacob va bénir les deux fils de Joseph. L'intuition initiale

qui m’avait poussée à entamer cette série de méditations, c’était celle de la «double mission». Elle est bien visible dans le cas de Joseph : il a bel et bien une mission vis-à-vis de son peuple et vis-à-vis du pays qui l’a accueilli, l’Égypte ;

et à travers l’épisode de la famine, il va être amené à sauver à la fois le peuple qui l’accueille, et le peuple dont il est issu. Cette problématique de la double mission m’a paru très intéressante dans le

contexte actuel, celui de la mondialisation, alors que nos pays sont de plus en plus multiculturels. Elle peut résonner fortement avec de nombreux parcours aujourd'hui : quand je suis amené à vivre dans un autre pays,

quelle est ma mission en ce lieu ? Ai-je toujours une mission par rapport au pays dont je viens ? Puis, en m'intéressant de plus près au cycle de Joseph, je me suis rendue compte qu'il est riche d'une multitude de thématiques qui

touchent aux questions anthropologiques fondamentales ; tout ce cycle nous offre des lieux de discussions, d’échanges interculturels passionnants.»

Pour ce jour, le texte choisi est

extrait de Genèse 47 : on y voit Joseph, alors que sévit la famine qui frappe à la fois l'Égypte et tous les pays avoisinants, faire venir sa famille, qui s'installe dans le pays grâce à l'accueil bienveillant de

Pharaon. Mais parallèlement, ce même Joseph, en zélé serviteur du souverain égyptien, met en vente les réserves accumulées pendant les sept années d’abondance. Les habitants du pays, n’ayant plus de nourriture et bientôt

plus de moyen d'en acquérir, en sont réduits à vendre leurs troupeaux, leurs terres, et même à se vendre eux-mêmes comme esclaves de Pharaon, qui en vient à faire du pays entier, terres, troupeaux et habitants, sa

propriété personnelle…

L’ambiguïté du sort de la minorité

«C’est un passage très dense, note Florence Taubmann, et qui pose beaucoup de

questions. On voit ici que Joseph assume pleinement sa double identité : hébreu au pays des Égyptiens, il a épousé une égyptienne, mais son projet, c’est d’avoir sa famille réunie autour de lui. Voilà comment il l’installe en diaspora au moment

de la famine. Mais cela pose une autre question : c'est l'ambiguïté du sort de la minorité. Quelles relations entretient-elle avec les habitants du pays… et avec le pouvoir ? En fonction de l'évolution de la situation du pays, ne

risque-t-elle pas de devenir une variable d'ajustement, surtout dans le cas de régimes autoritaires ? Quand une minorité atteint un niveau socio-économique élevé, quand elle semble avoir des relations privilégiées avec le

pouvoir qui la favorise, mais qui la tient en même temps, elle peut devenir en cas de crise le bouc émissaire de tout un peuple aux abois. Et on a là, avec le peuple hébreu en Égypte, tous les ingrédients d'un tel retournement…»

Tünde Lamboley, qui a longtemps vécu en Hongrie, témoigne pour sa part : «Quand on vit dans un autre pays – et c'est mon cas – Joseph est un personnage très parlant : il vit pleinement dans la contrée qui l'a accueilli, mais il

garde tout de même ce lien ineffaçable d'une promesse originelle, à laquelle il revient toujours. Dans la vie, d'où qu'on vient, où qu'on aille, il faut être clair sur qui on est. On peut aussi ressentir une forme

de culpabilité vis-à-vis de ceux qui sont restés au pays…» Les échanges sont lancés ; autour de la table, chacun élargit l'exemple de Joseph à d'autres contextes. «Être au clair sur qui on est, commente un étudiant, la question se pose pour

les personnes qui doivent changer de pays ; mais on peut la vivre aussi à l'IPT, où se croisent des étudiants qui n'ont pas la même culture, ne viennent pas de la même Église… Et de même, pour celles et ceux qui deviendront

pasteurs, il faudra accepter d’être envoyés dans des lieux, des paroisses, qu’ils ou elles n’auraient pas forcément choisis…» Florence Taubmann intervient : «Il y a toujours un sens à être là où on est : Joseph n’avait pas

choisi de se retrouver en Égypte… C’est un thème que l’on retrouve dans divers textes bibliques : on a souvent comparé ce cycle de Joseph au livre d’Esther, qui est du même courant diasporique – l’histoire d’une

jeune Juive vivant à la cour du roi perse Xerxès et parvenant à sauver son peuple d'un pogrom. Dans les deux cas, ce sont des livres qui nous disent que l'on peut être pleinement soi-même tout en vivant ailleurs. Être pleinement là où Dieu

nous a placés.» «Chacun, note encore un convive, peut vivre à n'importe quel moment de sa vie une situation où il se sentira étranger ; d'où l'importance de garder ou de tisser des liens, d'être en communauté.» Un autre souligne : «Il est

important de se rappeler, dans les «périodes égyptiennes» de notre vie, qui nous sommes et où est notre terre promise…»